Organisation des affaires du Nord
Programme des sites contaminés

RAPPORT DE RENDEMENT

2006 – 2007

PHOTOS	
Couverture / filigrane	En haut : Mines United Keno Hill (MUKH) Au milieu : Ile Resolution Au bas : Faro
Page 8 :	Clinton Creek
Page 10 :	Faro
Page 13 :	Clinton Creek
Page 17 :	FOX C
Page 25 :	Johnson Point
Page 26 :	Port Radium
Page 28 :	Faro
Page 29 :	Mont Nansen
Page 31 :	Cap Christian
Page 32 :	Baie Roberts
Page 38 :	MUKH

Table des matières

DÉCLARATION DE LA DIRECTION 1

INTRODUCTION 2
Portée du rapport 2
Profil du Programme des sites contaminés de l'OAN 2

GESTION DU PROGRAMME DES SITES CONTAMINÉS 5
Gestion de projet 5
Rapports régionaux 24
Gestion de programme 33

ORIENTATIONS FUTURES 39

ANNEXE 1 – Liste d'acronymes 40
ANNEXE 2 – Dépenses liées aux sites contaminés, 2002-2007 41
ANNEXE 3 – Définitions des composantes de gestion de projet 44

Liste des figures

Figure 1 : Carte des sites prioritaires de classe 1 selon le SNC 3
Figure 2 : État des sites figurant dans la base de données du PSC 5
Figure 3 : Dépenses liées aux sites contaminés, 1996-2007 7
Figure 4 : Dépenses par activité, 2005-2006 et 2006-2007 14
Figure 5 : Dépenses par site, 2006-2007 15
Figure 6 : Prévisions budgétaires par activité, 2007-2008 15
Figure 7 : Tendances relatives au passif, 2003-2007 16

Liste des tableaux

Tableau 1 : Emploi dans le cadre du PSC, 2006-2007 4
Tableau 2 : Classification des sites selon le CCME, 2002-2007 6
Tableau 3 : Provenance des fonds, 1999-2007 6
Tableau 4 : État actuel des sites prioritaires de classe 1, 2007 9
Tableau 5 : Activités enterprises aux sites, 2001-2007 14
Tableau 6 : Sites présentant les changements les plus marqués dans l'estimation du passif, 2006-2007 17
Tableau 7 : Passif par région, 2001-2007 18
Tableau 8 : Répartition du passif par région, 2001-2007 18
Tableau 9 : Sécurité et incidents, inspections et vérifications 2006-2007 20
Tableau 10 : Formation ESS, 2006-2007 20
Tableau 11 : Emploi et formation de la main-d'oeuvre, 2006-2007 21
Tableau 12 : Achat de biens et services, 2006-2007 22
Tableau 13 : Mesures du rendement de la consultation, 2006-2007 23

DÉCLARATION DE LA DIRECTION

Je suis heureux de présenter le sixième Rapport de rendement annuel du Programme des sites contaminés du Nord pour l'exercice 2006-2007. Ce rapport résume les résultats obtenus par l'Organisation des affaires du Nord, à Affaires indiennes et du Nord Canada, en ce qui concerne la gestion des sites contaminés dans l'Arctique canadien, y compris les retombées environnementales et socioéconomiques.

En tant que gardien de la plupart des terres fédérales dans le Nord, Affaires indiennes et du Nord Canada est responsable de l'assainissement des sites contaminés dans le Nord. À la fin des années 1990, des mines ont été abandonnées par le secteur privé lorsque le prix des métaux et des minéraux ont chuté et que les propriétaires sont devenus insolvables. Dans les années 1960, plusieurs sites militaires ont été remis à AINC lorsque l'armée a cessé de les utiliser.

L'objectif du PSC est de gérer les sites contaminés de façon économique et cohérente afin de réduire et d'éliminer, dans la mesure du possible, les risques pour la santé humaine et l'environnement, ainsi que la responsabilité inhérente aux sites contaminés dans le Nord. La priorité est accordée aux sites qui présentent le plus de risques. Le passif du gouvernement fédéral au titre des sites contaminés dans le Nord est actuellement estimé à 1,2 milliard de dollars. Sur le plan des risques et des responsabilités, le Programme des sites contaminés constitue donc l'un des programmes environnementaux les plus importants de l'Organisation des affaires du Nord.

Des progrès ont été réalisés dans l'ensemble du programme afin d'en assurer l'amélioration continue. Le PSC a fait l'objet d'un examen indépendant qui visait à évaluer la mesure dans laquelle les structures et les procédures nécessaires pour atteindre les objectifs du programme et les résultats prévus avaient été établies, ainsi qu'à évaluer et à déterminer les progrès de l'OAN dans la mise en œuvre de la Politique de gestion des sites contaminés adoptée en 2002 par AINC. Les conclusions de l'examen étaient positives : le PSC a évolué considérablement, et des améliorations importantes ont été apportées aux processus de gestion, à la gestion de projet, aux structures de gouvernance et aux efforts déployés pour atteindre les objectifs d'assainissement. Si le PSC continue de progresser à ce rythme, il atteindra probablement son objectif d'assainir tous les sites de classe 1 d'ici 2027.

Le PSC vise à faire en sorte que les efforts pour régler les problèmes environnementaux résultant du passé aient des retombées socioéconomiques positives pour les générations actuelles. En 2006-2007, plus de 40 sites ont bénéficié d'investissements fédéraux et ont généré des retombées socioéconomiques locales grâce à l'emploi de 1 000 personnes, dont 42 % étaient des Autochtones du Nord.

Je tiens à remercier nos employés et nos partenaires de nous avoir permis de connaître autant de succès en 2006-2007 et je les encourage à poursuivre leurs efforts et leur travail acharné dans la gestion des sites contaminés du Nord.

Je vous invite à lire le présent rapport de rendement pour mieux comprendre les activités et les progrès du PSC en 2006-2007. Pour continuer de répondre aux besoins de nos intervenants, je vous invite aussi à nous faire part de vos commentaires et impressions sur ce rapport[1].

Patrick Borbey
Sous-ministre adjoint
Organisation des affaires du Nord
Affaires indiennes et du Nord Canada

[1] Veuillez vous reporter à la page 44 pour obtenir les coordonnées de la personne à contacter.

INTRODUCTION

Portée du rapport

Le présent rapport contient les résultats du Programme des sites contaminés (PSC) d'Affaires indiennes et du Nord Canada (AINC) en regard des objectifs du PSC pour la période du 1er avril 2006 au 31 mars 2007. Il s'agit du sixième rapport de rendement du PSC. Il présente les activités liées à la gestion de projet et du programme et contient des rapports régionaux qui font état des activités menées sur place ainsi que des données de rendement des différentes régions. Une liste des acronymes est jointe à l'ANNEXE 1.

Veuillez consulter notre site Web pour obtenir de l'information supplémentaire sur les activités du PSC et pour consulter les rapports de rendement des années antérieures (http://www.ainc-inac.gc.ca/ps/nap/consit/index_f.html).

Profil du Programme des sites contaminés de l'OAN

AINC est le gardien de la plupart des terres fédérales dans le Nord. Aux termes de sa Politique de gestion des sites contaminés (2002) et de son objectif de « gérer les sites contaminés de façon rentable et consistante afin de réduire et d'éliminer, dans la mesure du possible, les risques pour la santé humaine et l'environnement, ainsi que la responsabilité inhérente aux sites contaminés » dans le Nord, AINC s'est engagé à faire en sorte que le PSC contribue directement à l'atteinte des objectifs stratégiques de l'Organisation des affaires du Nord, notamment :

- **Les terres** – assurer la protection de la santé et de la sécurité humaines et de l'environnement en assainissant les sites contaminés tout en favorisant l'emploi et la formation des habitants du Nord;
- **L'économie** – offrir des programmes de développement économique des régions du Nord;
- **Le gouvernement** – collaborer avec les gouvernements territoriaux afin de leur transférer les responsabilités de type provincial en matière de gestion des terres et des ressources.

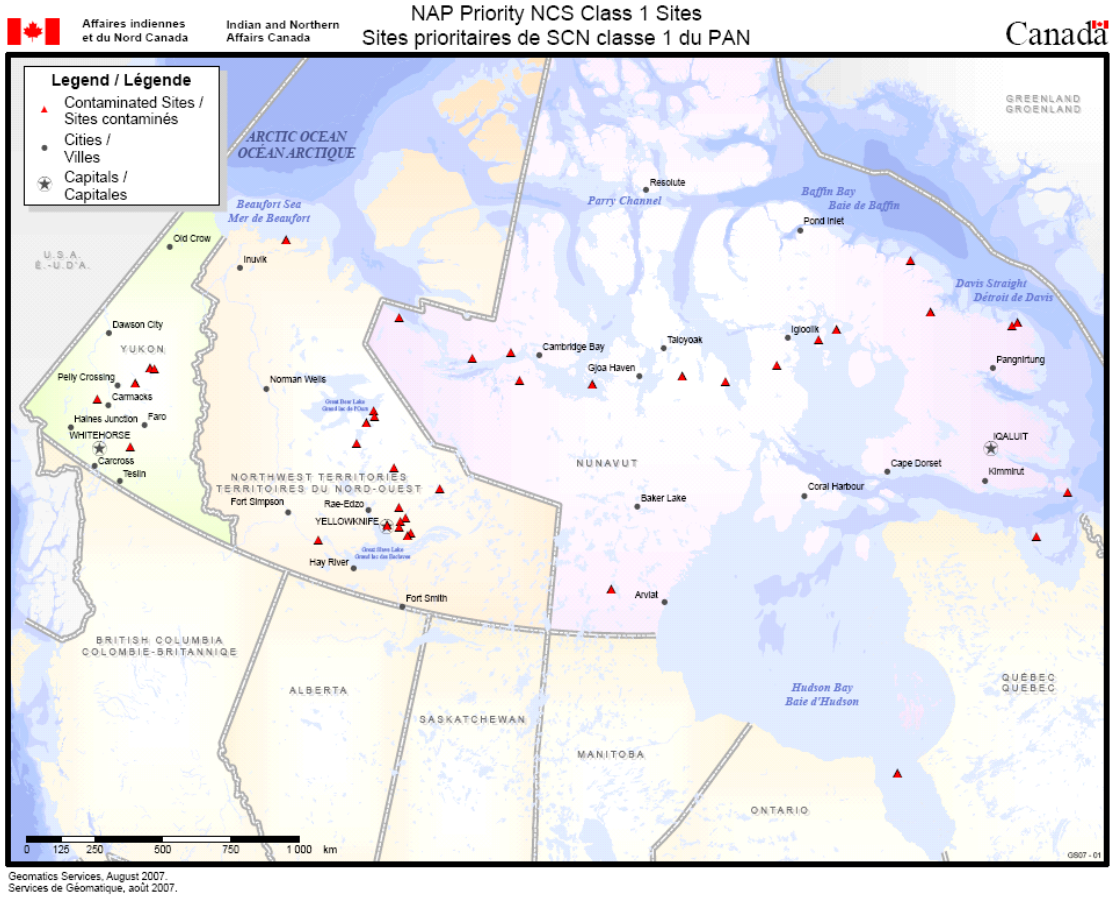
La responsabilité générale du PSC incombe au sous-ministre d'AINC et au sous-ministre adjoint de l'Organisation des affaires du Nord (OAN). Le PSC repose sur un modèle de prestation décentralisé en vertu duquel la responsabilité première de la mise en œuvre incombe aux trois régions, soit le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) et le Nunavut. L'administration centrale (AC) dirige la planification stratégique, l'élaboration des politiques et l'obtention des ressources, tout en aidant les régions à s'acquitter de leurs responsabilités relatives à la mise en œuvre directe du programme aux sites contaminés qui relèvent de leur compétence. Les principaux aspects de la structure de gestion et de gouvernance du PSC sont décrits sur le site www.ainc-inac.gc.ca/ps/nap/consit/gover/mangov_f.html.

Dans les T.N.-O. et au Nunavut, l'OAN est chargée de l'entretien, de la maintenance, de l'évaluation et de l'assainissement des sites contaminés identifiés. Au Yukon, les activités du programme sont soumises aux exigences de l'Entente sur le transfert des responsabilités entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Yukon. Cet accord énonce les modalités régissant le transfert de l'administration et de la gestion des terres et des ressources naturelles du gouvernement du Canada au gouvernement du Yukon.

Le PSC tient un inventaire électronique des sites contaminés qui est mis à jour régulièrement afin de rendre compte fidèlement de l'étendue et de la nature des sites contaminés dans le Nord. Au 31 mars 2007, 328 sites contaminés (évalués et présumés) dans le Nord nécessitaient des mesures, soit une évaluation, un assainissement ou une gestion du risque. Sur ces 328 sites, 41 sont considérés comme des « sites prioritaires »[2] (quatre de plus que l'an dernier) et font l'objet de nombreuses activités du PSC (voir la **Figure 1**).

[2] Sites classés au niveau 1 dans le Système national de classification (SNC). Sont exclus les sites qui font l'objet d'activités de gestion du risque ou de surveillance ou qui constituent du passif éventuel.

Figure 1 : Carte des sites prioritaires de classe 1 selon le SNC



Près de 50 employés (48,75) ont contribué au succès du PSC en 2006-2007, ce qui représente une hausse par rapport à l'effectif de 42 en 2005-2006. Le **Tableau 1** résume l'évolution régionale de l'emploi en 2006-2007.

Tableau 1 : Emploi dans le cadre du PSC, 2006-2007

	Évolution de l'emploi (2005-2006 à 2006-2007)	Emploi total
Yukon	+1,5	7,5
T.N.-O.	+3	29
Nunavut	-0,25	4,75
AC	2,5	7,5
EMPLOI TOTAL		**48,75**

L'augmentation du personnel au Yukon, dans les T.N.-O. et à l'AC résulte de la hausse générale des niveaux d'activité. Le Nunavut connaît un roulement élevé du personnel, ce qui explique la légère diminution de l'emploi dans cette région. L'AC a réorganisé son effectif au cours de l'exercice en fonction de plusieurs secteurs d'intérêt afin de préciser davantage le rôle respectif des employés. Cette réorganisation a permis d'accroître la capacité du personnel de l'AC à gérer le PSC et à régler les questions régionales.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) fournit des ressources professionnelles/techniques et en matière d'approvisionnement pour répondre aux besoins opérationnels d'AINC dans le cadre du PSC. TPSGC a affecté au programme dix employés professionnels/techniques et cinq employés chargés de l'approvisionnement et a fourni des bureaux à Edmonton et à Yellowknife. Des ressources additionnelles ont été prélevées dans d'autres secteurs de TPSGC, selon les besoins.

GESTION DU PROGRAMME DES SITES CONTAMINÉS

Le présent rapport fait état du rendement du PSC dans deux secteurs de gestion clés :

- Gestion de projet : activités menées sur place pour gérer les sites contaminés;
- Gestion de programme : activités réalisées pour assurer l'exécution efficace du programme.

Gestion de projet

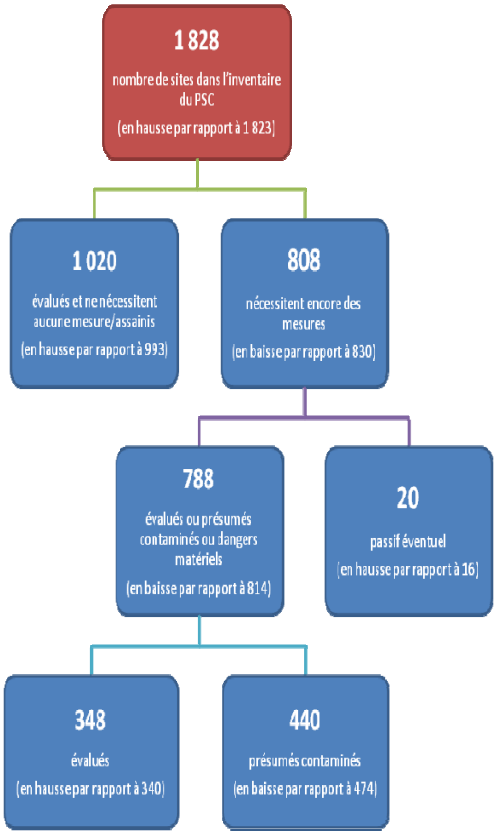
La présente section fait le point sur les sites contaminés dont le PSC est responsable, et notamment sur :

- Les changements dans le nombre et la classification des sites contaminés;
- Les dépenses globales;
- L'état des sites prioritaires;
- Les principaux progrès sur les sites;
- Le passif des sites contaminés;
- Les données sur le rendement social, économique et environnemental.

Sites contaminés du PSC

La base de données des sites contaminés du PSC comprend un inventaire des sites contaminés et des autres sites présentant un danger matériel. Au 31 mars 2007, on comptait 1 828 sites dans l'inventaire, soit cinq de plus que l'an dernier. Ces cinq sites sont de vieux sites contaminés qui ont été découverts récemment. La **Figure 2** illustre l'état de ces sites.

Figure 2 : État des sites figurant dans la base de données du PSC



Le **Tableau 2** donne la classification des sites selon le SCN pour les exercices 2002-2003 à 2006-2007. Le nombre de sites classifiés a augmenté de huit par rapport à l'année précédente (cinq sites additionnels de classe 1 et trois sites additionnels de classe 2), ce qui indique une augmentation des activités d'évaluation.

Dépenses globales

Le budget du PSC était de 110,9 M$ en 2006-2007, dont 83 % provenait du Plan d'action des sites contaminés fédéraux (PASCF) (voir le **Tableau 3**). Le PSC a consacré 99,4 M$ aux sites compris dans son inventaire au cours de la période de référence, soit une hausse de 19 M$ par rapport à l'exercice précédent[3]. La **Figure 3** ventile les dépenses du programme au fil des ans et montre une hausse continue des dépenses au fur et à mesure que les travaux d'assainissement s'intensifient et que le programme entreprend de nouvelles évaluations. L'ANNEXE 2 présente en détail les dépenses par site.

Tableau 2: Classification des sites selon le CCME, 2002-2007

CLASSE	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
1	42	43	44	44	49
2	15	14	19	19	22
3	5	9	5	0	0
N	1	0	0	0	0
I	0	0	0	0	0
TOTAL	**63**	**66**	**68**	**63**	**71**

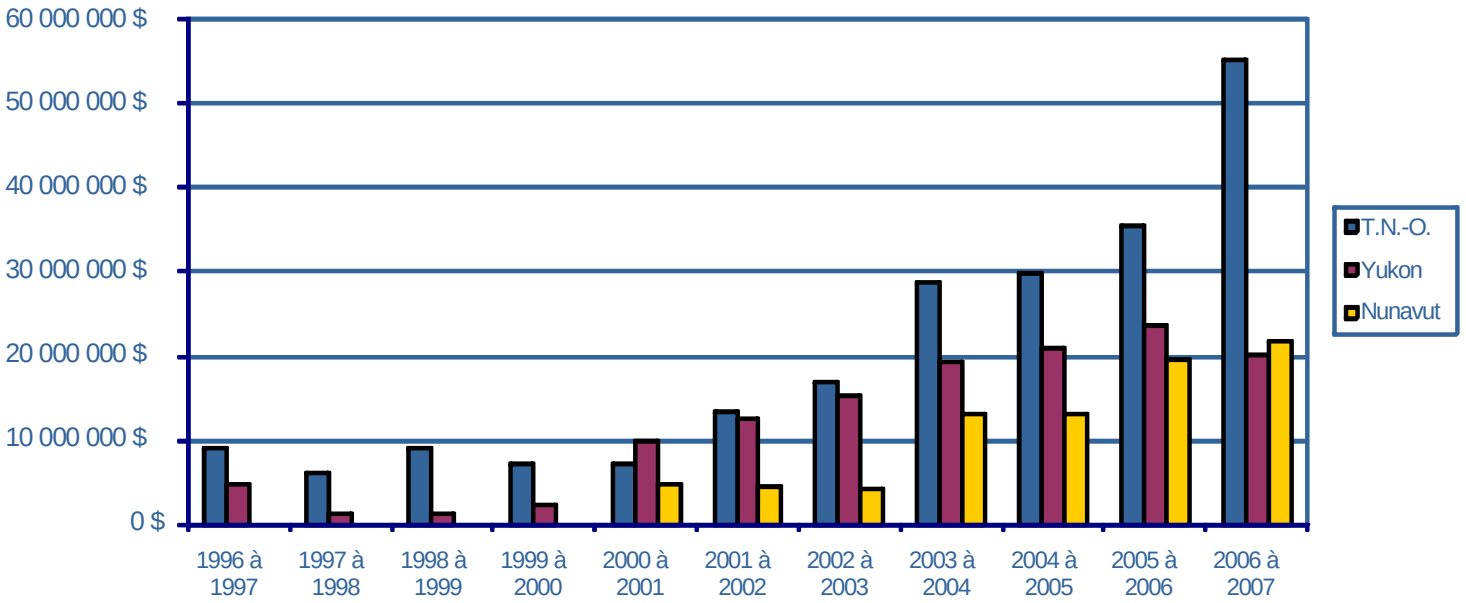
Tableau 3 : Provenance des fonds, 1999-2007

PROVENANCE DES FONDS	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
AINC	9868 747 $	21139 607 $	8621 000 $	27843 503 $	22468 514 $	22000 000 $	18499 924 $	18500 000 $
Intégrité du programme	0 $	0 $	19023 435 $	9262 000 $	0 $	0 $	0 $	0 $
IESCF / PAASCF*	0 $	1000 000 $	1925 000 $	0 $	39439 200 $	45331 784 $	72073 651 $	92441 194 $
TOTAL	**9868 747 $**	**22139 607 $**	**29569 435 $**	**37105 503 $**	**61907 714 $**	**67331 784 $**	**90573 575 $**	**110941 194 $**

*Le Conseil du Trésor a fourni les fonds de l'Initiative d'évaluation des sites contaminés fédéraux (IESCF) en 2002 pour les évaluations des sites. Le Plan d'action accéléré des sites contaminés fédéraux a pour but de combler l'important passif financier et environnemental associé aux sites contaminés fédéraux et a été lancé en 2003-2004.

[3] Sur l'excédent initial de 11,5 M$, on a retourné à AINC une partie (5 M$) des fonds qu'il avait versés et qu'il a pu consacrer à d'autres travaux. Le PSC a pu reporter 1,7 M$ du solde de 6,5 M$ à l'exercice 2007-2008 et 1,5 M$ ont été réinscrits au budget. Toutefois, 3,4 M$ ont été considérés comme des fonds excédentaires ou périmés que le PSC n'a pas utilisés en raison des difficultés liées à l'estimation du passif dans le cadre des projets et dans l'ensemble du programme, ce qui représente 3,4 % des dépenses totales en 2006-2007, une légère augmentation par rapport à 3,2 % en 2005-2006.

Figure 3 : Dépenses liées aux sites contaminés, 1996-2007



Les dépenses totales dans les T.N.-O. et au Nunavut ont augmenté respectivement de 55 % et de 11 %. Dans les T.N.-O, le changement le plus important est survenu dans les dépenses relatives à l'assainissement des sites, qui ont augmenté de 98 % par rapport à l'an dernier. Cette augmentation découle en grande partie des activités réalisées à Colomac. Les dépenses globales engagées à Colomac ont augmenté de 116 %, une hausse en grande partie attribuable à l'augmentation des dépenses liées aux approbations réglementaires, aux enquêtes et aux évaluations ainsi qu'aux travaux d'assainissement. Les dépenses effectuées à la mine Giant ont également augmenté de 50 %, surtout en raison des imprévus au chapitre de l'entretien et de la maintenance (décrits à la page 10). Au Nunavut, les activités d'entretien et de maintenance et d'approbation réglementaire ont diminué, mais on note des augmentations équivalentes dans les activités de consultation (340 % - seulement deux sites ont déclaré des activités de consultation en 2005-2006, par rapport à cinq en 2006-2007), d'évaluation (17 %) et d'assainissement (12 %). Les dépenses liées à l'administration de programme ont également augmenté. Au Yukon, les dépenses globales ont diminué de 15 %. Cette diminution s'explique notamment par le fait que la convention de vente de MUKH n'a été finalisée que vers le début de juin 2006, ce qui a empiété sur la saison des travaux. Les dépenses de consultation ont augmenté modérément (19 %) et celles se rapportant à l'assainissement ont aussi augmenté très légèrement (un peu plus de 1 %), mais les dépenses relatives à toutes les autres activités ont diminué.

Les dépenses globales engagées à Faro, au Yukon, ont diminué de 10 %. Bien que les dépenses d'entretien et de maintenance engagées à Faro soient demeurées stables, les dépenses liées à l'assainissement et à l'évaluation du site ont diminué (de 48 % et 41 % respectivement) et celles liées aux approbations réglementaires ont augmenté, passant de zéro l'an dernier à 425 000 $ en 2006-2007.

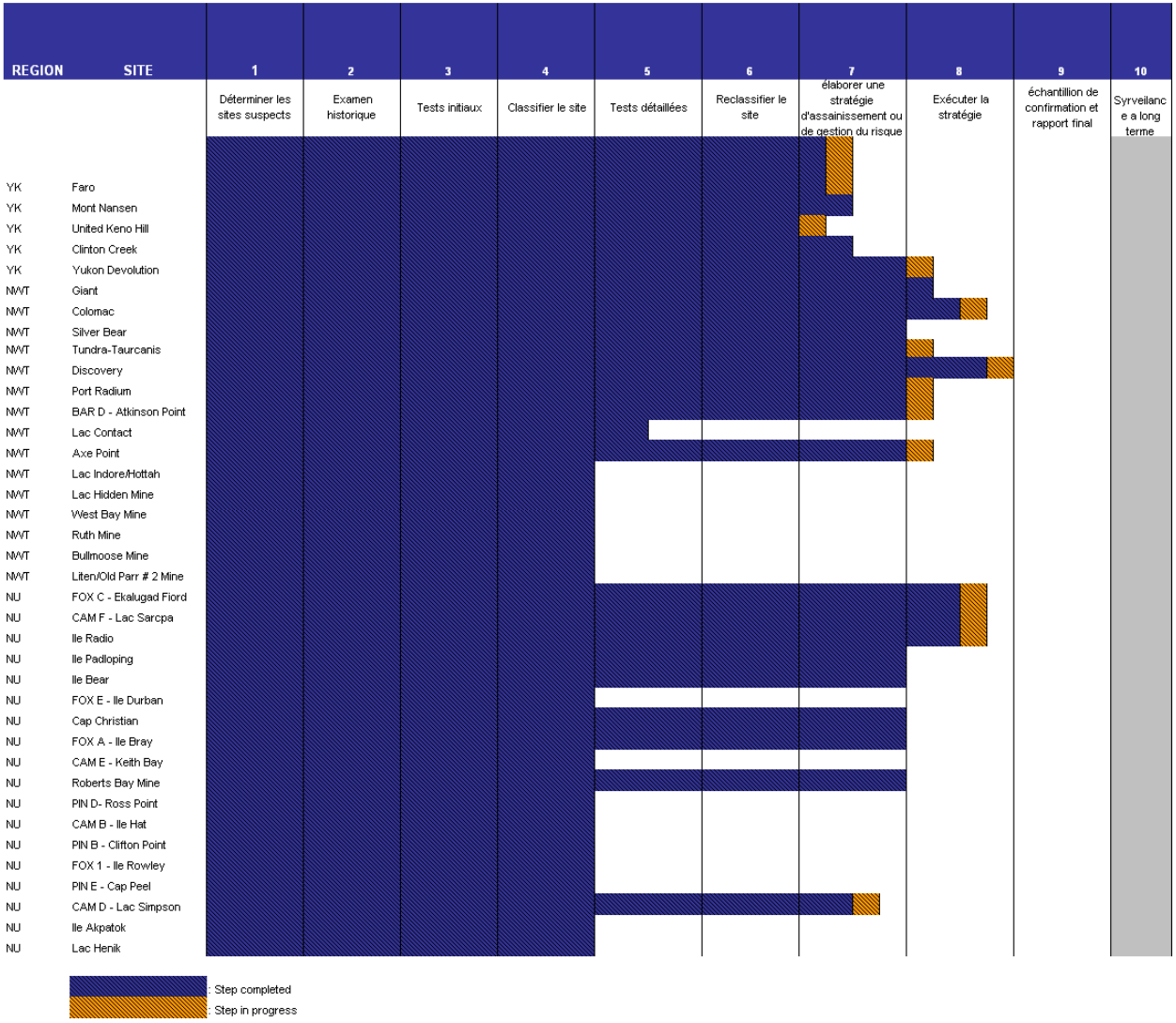
Sites prioritaires

La Politique de gestion des sites contaminés d'AINC exige que les gestionnaires de programme et de projet suivent le processus en dix étapes du Groupe de travail sur la gestion des lieux contaminés du gouvernement du Canada[4]. Le

Tableau 4 montre l'état actuel des sites prioritaires d'après ce processus. Onze sites sont maintenant aux étapes 8 à 10, soit quatre de plus que l'an dernier. Treize sites ont franchi des étapes et l'état de vingt autres est demeuré le même. Clinton Creek est un site unique qui en est à la fois aux étapes 7 et 8. Clinton Creek est un site de gestion du risque et en est donc à l'étape de la gestion du risque (étape 8), mais on envisage aussi une solution à long terme en étudiant différentes options (étape 7). Clinton Creek est représenté dans le tableau ci-dessous comme étant à l'étape 7 (alors qu'il était représenté comme étant à l'étape 8 l'an dernier). Six nouveaux sites dans les T.N.-O. ont été ajoutés à la liste des sites prioritaires (El Bonanza, mine Hidden Lac, mine West Bay, mine Ruth, mine Bullmoose et mine Liten/Old Parr n° 3) et aucun site n'a été retiré.

[4] Groupe de travail sur la gestion des lieux contaminés : http://www.ec.gc.ca/etad/csmwg/fr/index_f.htm

Tableau 4 : État actuel des sites prioritaires de classe 1, 2007


REGION
SITE
1 Déterminer les sites suspects
2 Examen historique
3 Tests initiaux
4 Classifier le site
5 Tests détaillées
6 Reclassifier le site
7 élaborer une stratégie d'assainissement ou de gestion du risque
8 Exécuter la stratégie
9 échantillion de confirmation et rapport final
10 Syrveilance a long terme
YK Faro
YK Mont Nansen
YK United Keno Hill
YK Clinton Creek
YK Yukon Devolution
NWT Giant
NWT Colomac
NWT Silver Bear
NWT Tundra-Taurcanis
NWT Discovery
NWT Port Radium
NWT BAR D - Atkinson Point
NWT Lac Contact
NWT Axe Point
NWT Lac Indore/Hottah
NWT Lac Hidden Mine
NWT West Bay Mine
NWT Ruth Mine
NWT Bullmoose Mine
NWT Liten/Old Parr # 2 Mine
NU FOX C - Ekalugad Fiord
NU CAM F - Lac Sarcpa
NU Ile Radio
NU Ile Padloping
NU Ile Bear
NU FOX E - Ile Durban
NU Cap Christian
NU FOX A - Ile Bray
NU CAM E - Keith Bay
NU Roberts Bay Mine
NU PIN D- Ross Point
NU CAM B - Ile Hat
NU PIN B - Clifton Point
NU FOX 1 - Ile Rowley
NU PIN E - Cap Peel
NU CAM D - Lac Simpson
NU Ile Akpatok
NU Lac Henik
: Step completed
: Step in progress

Progrès sur les sites

Sept activités de gestion de projet sont réalisées au fil des dix étapes du processus. La présente section a été structurée en fonction de ces activités. Elle dégage les tendances dans les dépenses totales et indique les dépenses et les progrès relatifs à chaque site[5].

Entretien et maintenance

Les dépenses totales engagées pour l'entretien et la maintenance en 2006-2007 s'élevaient à plus de 31 M$, soit 25 % de plus qu'en 2005-2006. Cette augmentation est due en partie aux mesures de gestion du risque qui ont été prises aux sites[6]. Les dépenses ont doublé à la mine Giant et ont aussi augmenté considérablement à Johnson Point, ce qui a entraîné une augmentation globale de 50 % dans les T.N.-O. Les dépenses globales ont toutefois diminué au Nunavut et au Yukon. Comme l'an dernier, la plupart des dépenses ont été engagées à Faro, à la mine Giant et à Colomac, qui représentaient 87 % des dépenses globales en 2006-2007 (en hausse par rapport à 80 % en 2005-2006). Les activités en cours à Faro, à la mine Giant, à Colomac et à Johnson Point en 2006-2007 ont compris :

- FARO – conception d'un nouveau système de collecte d'eau et installation du système dans l'aire d'urgence pour les résidus miniers (AURM); nouvelle barge et nouveau système de pompage dans l'étang intermédiaire; modification de l'usine de traitement pour traiter l'eau provenant de l'étang intermédiaire, y compris l'eau recueillie dans l'AURM.

[5] Les composantes de la gestion de projet sont définies à l'
ANNEXE 3.

[6] Pour plus d'information sur la gestion du risque, veuillez vous reporter à la section intitulée Mise en oeuvre de la procédure de gestion du risque.

CARACTÈRE UNIQUE DE LA GESTION DES SITES CONTAMINÉS DANS LE NORD

De nombreux facteurs font que le problème des sites contaminés dans le Nord est unique comparativement aux autres sites canadiens et, en particulier, que l'exécution du PSC nécessite d'importantes ressources, notamment :

- Le caractère unique de l'environnement nordique, y compris son écologie, ses températures extrêmes et la présence de pergélisol et d'eau souterraine;
- La brièveté de la période d'évaluation et de construction en raison de la courte durée de la saison estivale et de la durée limitée de la période au cours de laquelle les routes d'hiver sont praticables;
- Le caractère de plus en plus imprévisible du climat nordique, qui influe sur la saison estivale et sur les conditions des routes d'hiver et augmente les risques associés au climat (changements climatiques);
- Les difficultés logistiques importantes liées à l'accès aux endroits éloignés – les coûts de mobilisation et de démobilisation représentent généralement des millions de dollars;
- La portée et l'ampleur considérables de certains sites contaminés, en particulier les mines abandonnées;
- La difficulté de trouver et de conserver une main-d'œuvre qualifiée dans le Nord;
- Les coûts très élevés des matériaux, de la main-d'œuvre et de la logistique en raison des longues distances à parcourir et de l'évolution rapide de l'économie;
- Le dynamisme et l'évolution du partage des compétences (mesures provisoires en matière de revendications territoriales, approbations de principe et ententes définitives qui peuvent avoir des intérêts qui se recoupent; transfert des responsabilités; responsabilités partagées à l'égard du sol et du sous-sol);
- La consommation d'aliments traditionnels par les habitants du Nord et les risques réels et perçus des sites contaminés pour la santé humaine et environnementale;
- Les difficultés socioéconomiques, y compris la capacité limitée des partenaires du Nord (connaissances, expérience et ressources) à participer aux activités d'évaluation et d'assainissement;
- L'obligation, dans bien des cas, de louer l'équipement ou de se le procurer à contrat pour toute l'année même si on n'en a besoin que pendant quelques mois;
- L'obligation d'assurer une présence en permanence aux grands sites pour faire fonctionner les systèmes essentiels et surveiller les conditions et les contrôles.

Ces facteurs, entre autres, compliquent la gestion des sites contaminés dans le Nord et montrent la nécessité de traiter ces sites d'une manière adaptée aux réalités du Nord.

- GIANT – Au début de décembre 2006, il a été observé que l'eau du ruisseau Baker s'écoulait à travers le barrage B-2 jusque dans le puits B-2. À titre de mesure d'urgence, les eaux ont été détournées et on a amorcé et exécuté avec succès un projet visant à installer un revêtement. Les autres activités comprennent la gestion courante de l'eau de la mine; la finalisation du manuel des opérations, de maintenance et de surveillance (OMS) qui sera introduit en mai 2007; les préparatifs en vue de l'inondation des étages inférieurs de la mine; l'enlèvement du tuyau de distribution d'arsenic; des inspections régulières; et la mise à niveau du système souterrain de dénoyage Supercrest.
- JOHNSON POINT – attribution d'un contrat d'incinération et achèvement des travaux connexes (p. ex. incinération des carburants résiduaires, nettoyage des réservoirs et des conduites de carburant, écrasement des barils, etc.)
- COLOMAC – exploitation du campement (cuisine, dortoirs, eau et égouts, production et distribution de l'électricité, gestion du carburant, services médicaux); entrepôt et atelier de réparation des véhicules et de l'équipement; entretien de la piste d'atterrissage et des routes; observations régulières (ESS, faune, indicateurs de température); construction et exploitation des routes d'hiver et réapprovisionnement en gros (carburant, équipement et pièces). Le campement pouvait être utilisé par un maximum de 100 personnes à la fois pendant les périodes de construction de pointe en 2006-2007 (construction de barrages et recouvrement des résidus).

Approbations réglementaires

Les dépenses totales relatives aux approbations réglementaires ont diminué de 41 %, passant de 1,6 M$ en 2005-2006 à 922 572 $ en 2006-2007. D'autres sites ont terminé l'essentiel

de leurs approbations réglementaires et sont sur le point d'entreprendre les travaux d'assainissement. Toutefois, cinq sites ont enregistré une hausse des dépenses : Faro et Mont Nansen au Yukon; Ile Bray et Ile Radio au Nunavut; et Colomac dans les T.N.-O.

Consultation

Les dépenses relatives à la consultation ont diminué légèrement, passant de 869 664 $ en 2005-2006 à 821 179 $ en 2006-2007 (6 %). Au niveau régional, les dépenses ont augmenté au Yukon et au Nunavut, mais ont diminué dans les T.N.-O. Par exemple, les dépenses engagées à Port Radium ont diminué étant donné que le site est passé à l'étape de l'assainissement.

Les augmentations au Yukon et Nunavut sont en grande partie attribuables à cinq sites : Faro, la mine United Keno Hill (MUKH), Ekalugad Fjord, Cap Christian et Lac Simpson. L'équipe de planification de la fermeture de la mine Faro a terminé une première série de consultations publiques en mai 2006 auprès des collectivités de Pelly Crossing, de Ross River, de Faro et de Whitehorse. Ces consultations visaient à donner un aperçu de l'évaluation technique des 12 solutions possibles, un éventail de méthodes élaborées par l'équipe technique pour régler les questions environnementales touchant le complexe minier Faro. D'autres consultations publiques sont prévues pour 2007-2008.

Au cours de l'automne et de l'hiver 2006, un comité indépendant d'évaluation par les pairs (CIEP) a été appelé à effectuer une évaluation technique indépendante des 12 solutions possibles concernant la fermeture du site de la mine Faro qui ont été présentées à la collectivité au printemps 2006. Le CIEP, formé de neuf experts de divers domaines techniques, a déposé son rapport en mars 2007. Le rapport du CIEP conclut que les études techniques et la gamme de solutions proposées fournissent suffisamment d'information pour entreprendre l'élaboration d'un plan de fermeture et d'assainissement du site de la mine Faro. Ces conclusions reprenaient essentiellement les avis exprimés aux rencontres communautaires antérieures.

Des dépenses de consultation de près de 200 000 $ ont été engagées à trois sites dans les T.N.-O. où aucune dépense n'avait été enregistrée l'an dernier : El Bonanza, Johnson Point et Lac Contact. Les activités menées à Johnson Point comprenaient des rencontres communautaires et des visites du site ainsi qu'une enquête communautaire et une étude des connaissances traditionnelles visant à déterminer les utilisations traditionnelles du site. El Bonanza a tenu deux rencontres/visites communautaires et une visite du site, et Lac Contact a tenu deux rencontres/visites communautaires et deux visites du site.

Le PSC s'emploie également à harmoniser ses procédures de consultation avec les exigences en matière de consultation de la Couronne.

Enquête et évaluation des sites

Les dépenses relatives aux enquêtes et aux évaluations se chiffraient à 8,9 M$ en 2006-2007, ce qui représente une hausse de 5 %. Des évaluations ont été réalisées à 12 sites de plus en 2006-2007 qu'en 2005-2006 (42 sites par rapport à 30 sites). Les augmentations les plus marquées sont survenues à Ile Bray, à Colomac, aux MUKH et aux sites visés par l'Entente sur le transfert des responsabilités.

Onze nouveaux sites ont été évalués dans les T.N.-O. et six au Nunavut. Bien que les dépenses totales relatives à l'évaluation de ces sites soient relativement peu élevées (à l'exception de trois sites), l'importance du nombre de nouveaux sites faisant l'objet d'activités d'évaluation représente une amélioration par rapport au rendement de l'an dernier.

Assainissement des sites

Les dépenses d'assainissement ont augmenté considérablement en 2006-2007 également (41 %). Depuis 2004-2005, les dépenses ont augmenté de plus de 100 %, ce qui reflète la tendance à réaliser un plus grand nombre d'activités d'assainissement une fois les évaluations terminées. Trente-cinq pour cent des dépenses totales en 2006-2007 ont été engagées à Colomac. Ce projet est en pleine phase d'assainissement et de mise en œuvre et ce, pour une période de trois ans, de 2006-2007 à 2008-2009. D'importants travaux de génie civil, y compris le recouvrement des résidus et la construction du barrage 1, ont été achevés en 2006-2007. D'importants travaux d'élimination des hydrocarbures seront effectués en 2007-2008, et on procédera à des travaux de démolition et à la démobilisation définitive du site pendant l'exercice 2008-2009. Les activités d'assainissement ont également augmenté à Port Radium, où tout l'équipement a été acheminé jusqu'à Déline afin d'être transporté par barge au printemps 2007.

Les dépenses ont aussi augmenté considérablement à Lac Sarcpa, à Ekalugad Fjord et à Ile Radio, qui comptent pour 84 % des dépenses d'assainissement engagées au Nunavut et pour 39 % des dépenses totales en la matière. Les dépenses engagées à Mont Nansen, à Clinton Creek et aux sites visés par l'Accord de transfert d'attributions au Yukon ont également augmenté et représentent 59 % des dépenses d'assainissement enregistrées au Yukon.

Les diminutions les plus fortes ont été observées à Ile Resolution, à Tundra-Taurcanis et à la mine Discovery. Toutes les activités d'assainissement entreprises à Ile Resolution sont terminées, et l'assainissement de la mine Discovery est terminé à 98 %. Les travaux d'assainissement à Tundra-Taurcanis accusent un retard d'environ un an en raison de l'échec de l'ouverture des routes d'hiver en 2006 et de l'incapacité qui en découle de transporter au site l'équipement et les fournitures nécessaires. On envisage la possibilité d'intégrer des activités prévues à différentes étapes du plan d'assainissement afin de remettre le processus d'assainissement sur les rails.

Surveillance

Les dépenses liées à la surveillance sont restées relativement stables en 2006-2007, n'ayant connu qu'une légère augmentation (3 %) par rapport à 2005-2006. La plupart des dépenses (89 %) ont été engagées dans les T.N.-O., plus particulièrement à Tundra-Taurcanis, à Silver Bear, à Axe Point, à la mine Discovery, à Colomac et à la mine Giant. Diverses activités de surveillance ont été entreprises à ces sites, notamment en ce qui concerne la qualité de l'eau, l'hydrologie, la géotechnique et le pergélisol, ainsi que des relevés nivométriques et d'autres prélèvements.

Gestion de projet et administration de programme

Les dépenses liées à la gestion de projet ont augmenté de 18 % en 2006-2007, mais celles se rapportant à la gestion de programme ont diminué de 12 %. Au niveau régional, les dépenses relatives à l'administration de programme ont diminué de 48 % au Yukon et de 71 % dans les T.N.-O., mais ont augmenté de 33 % au Nunavut. Compte tenu de l'augmentation du personnel du PSC et du budget limité affecté à l'administration de programme, les salaires de certains employés ont été prélevés à même les budgets de projet.

Le **Tableau 5** résume les activités entreprises aux sites du PSC au cours des cinq dernières années. Toutes les activités ont connu une hausse, sauf l'entretien et la maintenance, le nombre de sites visés étant passé de 16 à 13, et la surveillance, le nombre de sites (13) étant demeuré le même. Ce sont les travaux d'évaluation qui ont augmenté le plus.

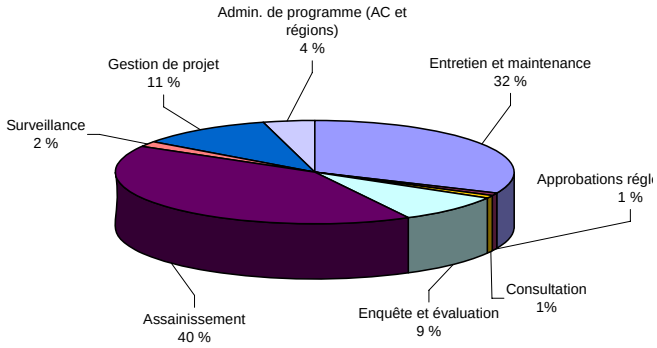
Tableau 5 : Activités entreprises aux sites, 2001-2007

TYPE D'ACTIVITÉ	NOMBRE DE SITES					
	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Entretien et maintenance	6	5	6	9	16	13
Évaluation	13	9	13	20	30	42
Consultation	4	4	14	13	18	20
Assainissement	6	6	9	14	19	20
Surveillance	5	19	22	19	13	13

La **Figure 4** illustre la proportion des dépenses associées à ces activités. Pour la deuxième année d'affilée, les dépenses d'assainissement (41 % des dépenses totales) ont été supérieures à celles liées à l'entretien et à la maintenance (31 %). Globalement, les dépenses relatives aux enquêtes et aux évaluations ont augmenté de 2 % par rapport à l'an dernier. La **Figure 5** indique la proportion des dépenses par site et montre que Faro, Giant et Colomac représentent la plus grande proportion des dépenses.

Figure 4 : Dépenses par activité, 2005-2006 et 2006-2007

2006-2007



2005-2006

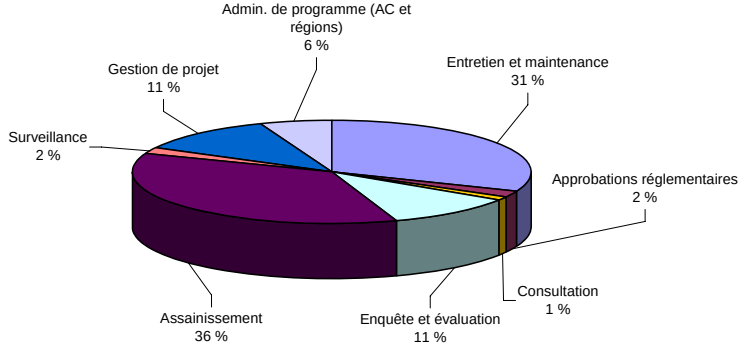
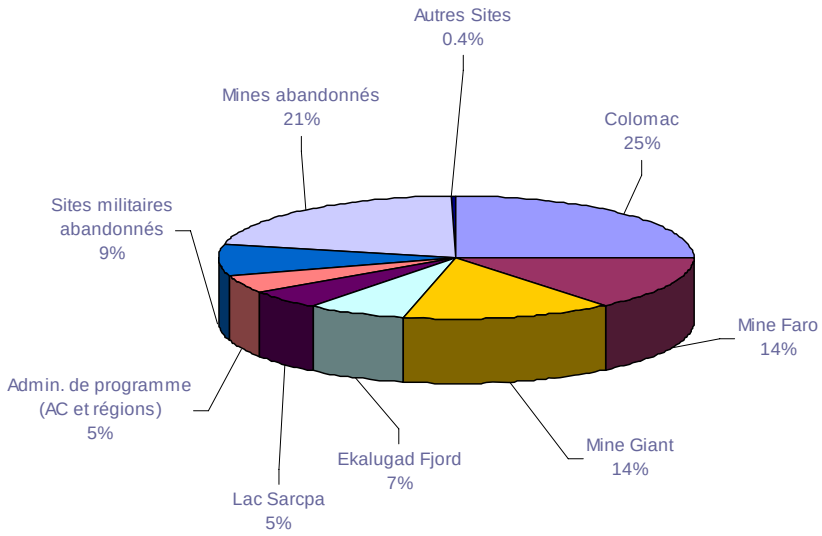
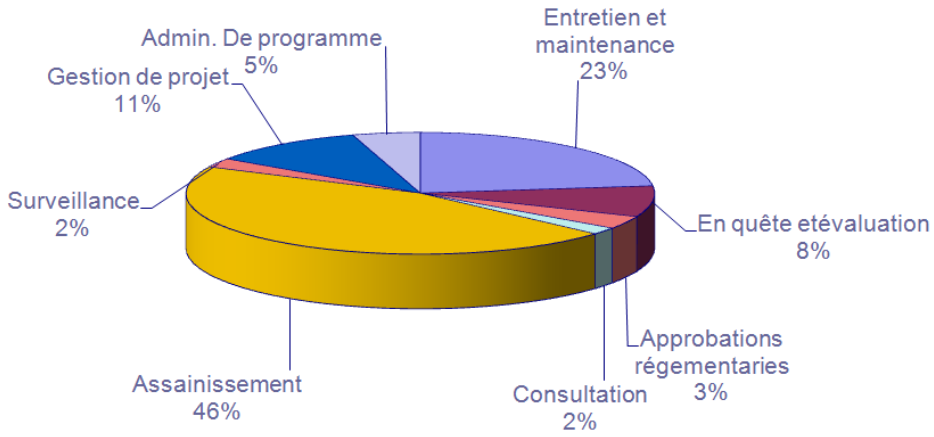


Figure 5 : Dépenses par site, 2006-2007



Les coûts prévus pour 2007-2008 seront d'environ 111 M$ (voir la **Figure** 6). La plupart des dépenses continueront d'être engagées pour l'assainissement, dont le coût, par rapport au budget total, devrait passer de 46 % en 2006-2007 à 48 % en 2007-2008.

Figure 6 : Prévisions budgétaires par activité, 2007-2008

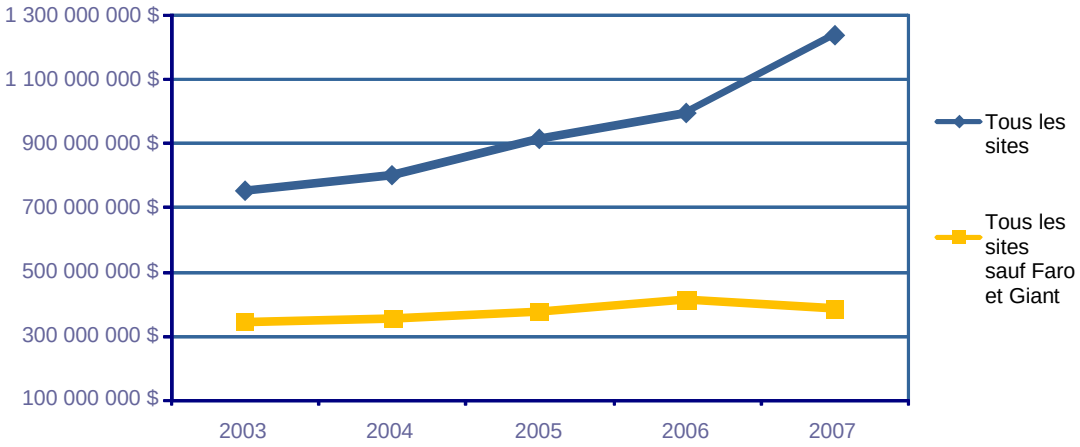


Passif des sites contaminés

Le PSC tient à jour des estimations du passif des sites contaminés dont le Ministère est responsable afin de s'assurer que tous les coûts éventuels et connus relatifs à la gestion et à l'assainissement de ces sites sont comptabilisés et déclarés conformément aux lignes directrices du Conseil du Trésor. Selon les pratiques comptables, l'option la moins coûteuse doit être déclarée comme étant le passif, et le coût le plus élevé moins le coût le plus bas donne le passif éventuel.

En 2006-2007, les estimations globales sont passées à 1,2 G$, soit une hausse de 25 %. La majeure partie du passif est associé à deux des 41 sites prioritaires : Faro au Yukon et la mine Giant dans les T.N.-O. La **Figure 7** illustre la valeur du passif au cours des cinq dernières années, pour tous les sites et pour tous les sites sauf Faro et Giant.

Figure 7 : Tendances relatives au passif, 2003-2007



Au niveau régional, le passif a augmenté considérablement au Yukon (61 %) et un peu moins dans les T.N.-O. (4 %) et a fléchi au Nunavut (-6 %) entre 2005-2006 et 2006-2007.

En général, les estimations du passif ont augmenté en raison de la hausse des coûts de fonctionnement dans le Nord, ainsi que de l'amélioration de la qualité des estimations découlant des évaluations plus détaillées. Compte tenu de l'accroissement et de l'amélioration des évaluations des sites, les estimations du passif pourraient continuer d'augmenter. Les diminutions du passif résultent le plus souvent des travaux d'assainissement terminés.

Au Yukon, l'augmentation des estimations du passif est surtout attribuable à Faro; les estimations relatives à ce site ont augmenté de 82 %. À la suite d'une évaluation technique réalisée à Faro, l'option la moins coûteuse déclarée l'an dernier ne pouvait plus être prise en compte, et la deuxième option la moins coûteuse devait être déclarée. Les estimations liées aux MUKH et à Clinton Creek ont aussi augmenté.

Dans les T.N.-O., les estimations relatives à Tundra-Taurcanis ont augmenté de 85 % en raison de l'amélioration de la qualité des estimations et de l'accroissement des connaissances sur ce site. Les estimations liées à la mine Giant ont légèrement augmenté, alors que celles se rapportant à la mine Discovery et à Colomac ont diminué respectivement de 53 % et de 46 %, car une partie des travaux d'assainissement est terminée. Quatre nouveaux sites dans les T.N.-O. ont fait l'objet d'estimations.

Au Nunavut, le passif associé à Ile Resolution est maintenant nul puisque l'assainissement du site est terminé. Le passif relatif à Ekalugad Fjord et à Ile Radio a diminué de 46 % et de 36 % respectivement. Les augmentations les plus marquées sont survenues à Cap Christian (75 %) et à Ile Bray (38 %) en raison de la révision des anciennes estimations. Trois nouveaux sites au Nunavut ont fait l'objet d'estimations.

Les estimations du passif reposent sur les rapports de génie et d'inspection des lieux et peuvent être soit fondées, soit indicatives. Les estimations fondées sont considérées comme les plus fiables. Au 31 mars 2007, les estimations relatives à 20 sites (sur les 71 sites classifiés au moyen du SNC) étaient fondées, comparativement à 19 sites l'an dernier.

Le **Tableau 6** indique, pour chaque région, les deux sites présentant les changements les plus marqués dans l'estimation du passif entre 2005-2006 et 2006-2007. Le **Tableau 7** montre le passif estimatif par région et le **Tableau 8** indique la proportion régionale du passif des sites contaminés visés par le PSC.

Tableau 6 : Sites présentant les changements les plus marqués dans l'estimation du passif, 2006-2007

	Augmentation de estimations du passif	Diminution des estimations du passif
Yukon	Faro (82%)	Mont Nansen (-7%)
	Clinton Creek (6%)	Yukon Devolution (-4%)
NWT	Tundra-Taurcanis (85%)*	Discovery Mine (-53%)
	Giant Mine (13%)	Colomac Mine (-46%)
Nunavut	Cap Christian (75%)	Ile Resolution (-100%)
	Ile Bray (38%)	Ekalugad Fjord (-46%)

*L'augmentation en pourcentage du passif lié à mine Crestaurum est plus élevée que celle de Tundra-Taurcanis, mais la valuer totale de l'estimation du passif de la mine Crestaurum est mineure par rapport à celle de Tundra-Taurcanis

Tableau 7 : Passif par région, 2001-2007

RÉGION	Coût estimatif d'évaluation et d'assainissement						
	PASSIF						
	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	% de changement 2001-2007
Yukon	226851 400 $	283781 000 $	323386 000 $	322407 675 $	386520 128 $	621644 970 $	174 %
T.N.-O.	341730 000 $	316227 505 $	321720 643 $	431822 348 $	461698 801 $	482079 746 $	41 %
Nunavut	154653 000 $	153853 000 $	158840 110 $	159976 145 $	148876 718 $	139314 007 $	-10 %
TOTAL	**723234 400 $**	**753861 505 $**	**803946 753 $**	**914206 168 $**	**997095 647 $**	**1243038 723 $**	**72 %**

Tableau 8 : Répartition du passif par région, 2001-2007

RÉGION	Répartition du côut estimatif d'évaluation et d'assainissement, par région					
	PASSIF					
	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Yukon	31 %	38 %	40 %	35 %	39 %	50 %
T.N.-O.	47 %	42 %	40 %	47 %	46 %	39 %
Nunavut	21 %	20 %	20 %	17 %	15 %	11 %
TOTAL	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**	**100 %**

Note : Les chiffres sont arrondis et le pourcentage n'est pas nécessairement juste.

Rendement social, économique et environnemental

L'un des objectifs stratégiques du PSC est de promouvoir les avantages socio-économiques, et plus spécifiquement d'améliorer les compétences des travailleurs locaux, d'augmenter la capacité de contribuer aux projets de sites contaminés dans le Nord et de produire des effets bénéfiques sur la santé humaine et environnementale. De plus en plus, le PSC tente de recueillir des données concernant le rendement social, économique et environnemental pour les sites qu'il administre. Ces données sont présentées dans les pages qui suivent.[7]

Environnement, santé et sécurité[8]

L'environnement, la santé et la sécurité (ESS) sont des préoccupations importantes dans la gestion des sites contaminés, et à cet égard, les sites du Nord ne font pas exception. La plupart des sites contaminés du Nord se trouvent dans des régions éloignées au coeur des milieux arctiques fragiles, et la faune, les conditions météorologiques et la présence de matières dangereuses constituent un enjeu important pour l'ESS. Nous présentons dans les pages qui suivent un résumé des mesures du rendement en matière d'ESS en 2006-2007, notamment en ce qui concerne le rendement en matière de sécurité, les incidents, les inspections et vérifications, et la formation.

[7] Veuillez noter que plus de sites ont fourni des données cette année que l'an dernier, et beaucoup de sites ont amélioré leur méthode de collecte de données et leurs systèmes de rapports. Par conséquent, on ne peut comparer les données de 2005-2006 avec celles de 2006-2007.

[8] Vingt-trois des 30 sites ont présenté des données de rendement ESS pour l'année 2006-2007 (14 dans les T.N.-O., trois au Nunavut et six au Yukon).

Rendement en matière de sécurité

Dix-neuf (19) accidents entraînant une perte d'heures de travail ont été signalés en 2006-2007. De plus, au cours de la même année, on a déclaré 82 accidents évités de justesse, dont 77 sont associés à trois sites.

Incidents, inspections et vérifications

Cinq incidents environnementaux importants sont survenus au cours de l'exercice 2006-2007, notamment la fuite d'un réservoir de carburant, la chute accidentelle de sept barils de carburant d'aviation dans le détroit d'Hudson pendant leur transport en hélicoptère, la destruction accidentelle d'un site archéologique, un ours tué et un petit déversement de carburant (environ 40 litres).

On a mené 29 inspections sur sept sites et on a relevé un seul manquement aux règles. Cette inobservation concerne l'utilisation à un portage d'une route d'hiver qui ne respectait pas les conditions minimales de quatre pouces de neige et de glace compactées. L'inspecteur de l'aménagement des terres a transmis une note rappelant cette exigence à AINC, et de manière volontaire, AINC a fermé cette route en attendant que la couche de glace réglementaire se soit formée sur le portage. Neuf vérifications de sécurité ont été faites sur cinq sites et 20 inobservations relatives à l'inspection d'ESS, la plupart mineures, ont été constatées sur l'un des sites.

Tableau 9 : Sécurité et incidents, inspections et vérifications 2006-2007

Sécurité		2006-2007
Accidents entraînant des pertes de temps (APT)	Nombre	19
	Temps perdu (h.-p.)	331
Accidents évités de justesse	Nombre	82

Incidents, inspections et vérifications		2006-2007
Incidents environnementaux importants	Nombre	5
	Quantité déversée ou libérée (L)	1 442
Questions d'observation en suspens[1]	Nombre	0
Inspections	Exécutées	29
	Nombre d'inobservations	1
Vérifications	Exécutées	9
	Nombre d'inobservations	20

[1] Avis d'infraction par les organismes de réglementation

Tableau 10 : Formation ESS, 2006-2007

Formation ESS		2006-2007
Sensibilisation	Politiques et procédures EES	619
Formation SS	ODDIU (h.-p.)	1 000
	SIMDUT (h.-p.)	444
	Secourisme (h.-p.)	930
	Sécurité faunique (h.-p.)	599
	Sécurité nautique (h.-p.)	686
	Sécurité-incendie (h.-p.)	182
	Autre (h.-p.)	775
Formation environnementale	Intervention en cas de déversement (h.-p..)	127
	Autre (h.-p.)	316
Autres mesures correctives	Nouvelles procédures	13
	Autres initiatives	0

Formation

La formation sur la politique et la procédure ESS a été la formation dispensée dans le plus de sites en 2006-2007. En effet, 16 sites ont offert 619 heures de formation. Toutefois, un plus grand nombre d'heures de formation ont été consacrées à la formation en secourisme et en sécurité faunique. Douze sites ont déclaré 619 heures de formation en secourisme et 13 sites ont déclaré 600 heures en sécurité faunique. Trois sites ont dispensé 1 000 heures de formation sur les Opérations en matière de déchets dangereux et interventions d'urgence (ODDIU), neuf sites ont consacré environ 700 heures de formation sur la sécurité nautique et cinq sites ont offert environ 130 heures de formation sur les interventions en cas de déversements. Six sites ont donné une formation en sécurité-incendie et six sites ont dispensé une formation sur le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT).

Rendement socioéconomique[9]

Dans le cadre de ses activités dans le Nord, le PSC s'efforce de générer des retombées sociales et économiques positives pour la population des collectivités avoisinantes, notamment l'emploi direct, le soutien aux entreprises locales par le biais de l'approvisionnement en biens et services, et les programmes de formation qui favorisent le développement de la capacité et qui fournissent des occasions d'emploi en raison des nouvelles compétences acquises. Un résumé des mesures de rendement socio-économique pour 2006-2007, notamment en ce qui concerne l'emploi, la formation de la main-d'oeuvre et l'achat de biens et services auprès d'entreprises autochtones et non autochtones du Nord, est présenté ci-dessous.

Emploi

Un total de 1 055 personnes ont été employées en 2006-2007. De ce nombre, 65 % venaient du Nord et 42 % étaient des Autochtones du Nord.

Formation de la main-d'oeuvre

Au cours de l'exercice 2006-2007, 18 sites ont offert une formation à plus de 400 employés, parmi lesquels 80 % étaient des habitants du Nord et 65 % des Autochtones du Nord. Un grand nombre d'initiatives de formation ont été entreprises. Colomac a participé au projet de la Mine Training Society qui vise à former plusieurs personnes aux métiers liés à l'industrie minière. Port Radium a réservé 100 000 $ pour former des habitants de Déline afin qu'ils puissent participer à l'assainissement du site cette année. Silver Bear a embauché plusieurs personnes de Déline et développe petit à petit leurs compétences par une formation en cours d'emploi afin qu'ils soient en mesure d'assumer plus de responsabilités en ce qui concerne les activités du campement, l'échantillonnage, l'entretien, etc.

[9] Vingt-six sites sur 30 ont fourni des données de rendement socio-économique en 2006-2007 (16 dans les T.N.-O., quatre au Nunavut et six au Yukon).

Tableau 11 : Emploi et formation de la main-d'oeuvre, 2006-2007

Emploi		2006-2007
Emploi total	Nombre	1 055
	j.-personnes	73 317
Emploi d'habitants du Nord (y compris les Autochtones)	Nombre	691
	j.-personnes	61 721
Emploi d'Autochtones [1]	Nombre	441
	j.-personnes	41 495
Emploi d'habitants du Sud	Nombre	4
	j.-personnes	165

[1] Premières nations, Inuits et Métis

Formation		2006-2007
Formation totale	Nombre de personnes	414
	Durée (h)	9 242
Formation - habitants du Nord	Nombre de personnes	332
	Durée (h)	8 292
Formation Autochtones du Nord	Nombre de personnes	271
	Durée (h)	4 219

Formation à Colomac

Grâce au partenariat établi avec le gouvernement Tli Cho et la Société de formation miniere, Colomac a offert des postes d'apprenti à 12 Autochtones. Cinq d'entre eux reçoivent une formation pour devenir soudeurs, quatre suivent une formation en mécanique de machinerie lourde, deux deviendront électriciens, et le dernier sera mécanicien de chantier. Quatre d'entre eux sont affectés à Colomac tandis que les autres seront affectés dans d'autres sites où Tli Cho Logistics exerce ses activités. Colomac a aussi mis sur pied un programme de formation pour les jeunes en science de l'environnement, en partenariat avec la Chief Jimmy Bruno l'école secondaire de Rae et le laboratoire environnemental sur la taïga à Yellowknife. Du financement a été fourni pour le transport des étudiants à Yellowknife tous les jours pour y recevoir cinq jours de formation, comprenant des visites aux laboratoires sur la taïga, une formation sur l'équipement et les techniques d'échantillonnage, des cours en classe et une visite à Colomac. Neuf étudiants ont participé au programme, et Colomac a l'intention de proposer aux dirigeants du gouvernement Tli cho et aux chefs des collectivités tlichos d'autres occasions de former d'autres étudiants.

Achat de biens et de services

Vingt-quatre sites ont dit faire affaire avec 689 fournisseurs dans le Nord en 2006-2007, dont 198 étaient des fournisseurs autochtones. Les ventes totales des fournisseurs du Nord se chiffraient à plus de 42 M$, et ce sont des fournisseurs autochtones du Nord qui en ont bénéficié dans une proportion de 63 %. Ekalugad Fjord a conclu 36 contrats avec des fournisseurs autochtones du Nord. La valeur des biens et services fournis par les trois fournisseurs autochtones du Nord à Colomac s'élevait à plus de 19 M$.

En 2006, une stratégie d'approvisionnement a été mise en oeuvre par le PSC pour appuyer la politique de gestion des sites contaminés d'AINC. En ce qui concerne les activités d'approvisionnement, l'un des objectifs du PSC est d'augmenter au maximum la participation des personnes, des entreprises et des collectivités autochtones et du Nord et les possibilités de développement économique. Pour appuyer cet objectif, une stratégie relative aux avantages socio-économiques est aussi en cours d'élaboration. De plus, la Direction des programmes de développement économique (DPDE) a établi une stratégie pour les Autochtones, qui comprend un plan d'avantages offerts aux Autochtones dans l'ensemble du processus d'approvisionnement concurrentiel. Toutes les demandes de propositions (DP) du PSC publiées conformément aux ententes sur les revendications territoriales globales (ERTG) doivent contenir entre autres un ensemble d'avantages offerts aux Autochtones.

Tableau 12 : Achat de biens et services, 2006-2007[10]

Achat de biens et services		2006-2007
Fournisseurs du Nord (Autochtones compris)	Nombre	689
	Valeur ($)	42 344 739 $
Fournisseurs autochtones du Nord	Nombre	198
	Valeur ($)	26 684 363 $

Consultation des groupes concernés[11]

Le PSC s'est engagé à communiquer avec les intervenants locaux sur la gestion des sites contaminés situés dans le Nord et à obtenir des engagements de leur part à cet égard, et favorise la participation des Autochtones et des habitants du Nord et un partenariat avec eux dans les processus d'identification, d'évaluation, de prise de décision, de gestion des risques et d'assainissement concernant les sites contaminés.

Dix-sept sites ont fait état de 44 tournées et réunions communautaires en 2006-2007. Six des 44 réunions ont été tenues à Mont Nansen pour tenter d'expliquer les différentes options possibles pour le plan de fermeture du site. La mine Discovery a tenu deux réunions avec les Tlichos pour discuter de leur rôle dans le projet des sites contaminés sous l'égide d'un nouveau gouvernement.

[10] Les principaux biens et services achetés comprennent : les services professionnels (p. ex. consultation, travaux spécialisés, assainissement, construction, laboratoire, etc.); routes d'hiver; services de transport; affrètements aériens; location de matériel; carburant; etc.

[11] Ving-et-un sites sur 30 ont fourni des données sur la consultation des intervenants en 2007-2008 (14 dans les T.N.-O., cinq au Nunavut et deux au Yukon).

Trente-et-une visites de sites ont été organisées dans les régions. Neuf d'entre elles ont eu lieu à la mine Giant, et comprenaient des visites organisées pour des groupes autochtones, des représentants de l'administration centrale d'AINC, le ministre de l'Environnement et le Bureau du vérificateur général.

Tableau 13 : Mesures du rendement de la consultation, 2006-2007

Mesures du rendement de la consultation		2006-2007
Tournées et réunions communautaires	Nombre	44
	Nombre de personnes présentes	453
Ateliers	Nombre	6
	Nombre de personnes présentes	63
Visites de sites	Nombre	31
	Nombre de visiteurs	225
Événements médiatiques (télévision, radio	Nombre	28
Articles	Nombre	15

Territoires du Nord-Ouest

PRINCIPALES MESURES DU RENDEMENT DES T.N.-O.		2005-2006	2006-2007
FINANCES			
Passif total	*$*	461 698 801 $	482 079 746 $
Passif éventuel	*$*	41 996 767 $	41 808 749 $
Dépenses	*$*	35 563 781 $	55 105 427 $
CLASSIFICATIONS			
SNC 1	*nombre*	15	20
SNC 2	*nombre*	10	10
Gestion du risque/Surveillance	*nombre*	3	3
Passif éventuel	*nombre*	15	15
ENVIRONNEMENT, SANTÉ ET SÉCURITÉ			
Sécurité			
Accidents entraînant des pertes de temps (APT)	*total*	1	10
Temps perdu (h.-p.)	*heures-p.*	15	75
Incidents, inspections et vérifications			
Inspections	*Exécutées*	5	16
	inobservations	22	1
Vérifications	*exécutées*	2	7
	inobservations	20	20
Formation ESS			
Sensibilisation (politique et procédures ESS)	*heures.-p.*	240	299
ODDIU	*heures.-p.*		400
SIMDUT	*heures.-p.*		335
Secourisme	*heures.-p.*	262	604
Sécurité faunique	*heures.-p.*	162	546
Sécurité nautique	*heures.-p.*		648
Sécurité-incendie	*heures.-p.*		133
SOCIO-ÉCONOMIQUE			
Emploi			
Emploi total	*nombre*	147	710
	jours-p.	18 662	35 989
Emploi d'habitants du Nord (y compris les Autochtones)	*nombre*	92	382
	jours-p.	14 175	25 689
Emploi d'Autochtones du Nord	*nombre*	40	216
	jours-p.	9 941	14 964
Emploi d'Autochtones du Sud	*nombre*	1	2
	jours-p.	215	88
Formation de la main-d'oeuvre			
Formation totale	*nombre de personnes*	26	126
	Durée (h)	644	3 265
Formation- habitants du Nord	*nombre de personnes*	17	112
	Durée (h)	286	2 957
Formation - Autochtones du Nord	*nombre de personnes*	16	86
	Durée (h)	7 351	2 041
Achat de biens et de services			
Fournisseurs du Nord (Autochtones compris)	*nombre*	84	459
	valeur ($)	17 541 773 $	32 483 506 $
Fournisseurs autochtones du Nord	*nombre*	26	79
	valeur ($)	14 702 548 $	21 518 720 $
CONSULTATION			
Tournées et réunions communautaires	*nombre*	23	32
	nombre de personnes	189	288
Ateliers	*nombre*	5	5
	nombre de personnes	354	63
Tournées de sites	*nombre*	16	26
	nombre de personnes	129	177

JOHNSON POINT

Située à environ 270 km au nord-est de Sachs Harbour sur l'île Banks, et en bordure du détroit du Prince-de-Galles, Johnson Point est une zone d'étape et d'appui à l'exploration pétrolière et gazière qui a été désaffectée. Ce site a été utilisé par plusieurs entreprises d'exploration du début des années 1960 jusqu'au début des années 1980; par la suite, la responsabilité de ces installations ont été retournées à la Couronne. Ce site continue de servir de base pour l'exploration minière, d'espace de stockage pour le carburant et de bande d'atterrissage de rechange pour les déplacements plus au nord.

Préoccupations relatives au site

À la suite des phases I et II d'une évaluation environnementale, terminée en octobre 2005, certains problèmes ont été identifiés sur ce site, notamment la présence d'hydrocarbures dans les sols, d'huiles usées et d'autres déchets liquides. On a également découvert que plusieurs bâtiments du site contenaient de l'amiante, des biphényles polychlorés (BPC) et/ou des peintures à base de plomb. Divers débris et de la ferraille répandus aux alentours pourraient aussi menacer la sécurité des personnes ou de la faune.

Assainissement du site

Une étude environnementale détaillée (phase I et II), terminée en octobre 2005, comprenait un échantillonnage du sol et de l'eau, un levé géophysique du site ainsi qu'un inventaire complet du site.

Au cours de l'année 2006-2007, des activités furent menées, notamment un sondage dans la collectivité, des visites du site par les membres de la collectivité, l'incinération d'environ 100 000 l d'huiles usées provenant de 19 réservoirs de stockage ainsi que le nettoyage et le pressage des barils de déchets qui sont maintenant prêts à être enlevés. La phase III de l'évaluation environnementale a également été réalisée et comprenait un inventaire des matières dangereuses, la délimitation des sols pollués par les hydrocarbures, d'autres relevés géotechniques et géophysiques ainsi que l'échantillonnage des eaux souterraines et de surface.

Points marquants sur les plans social, économique et/ou environnemental

Une solide relation a été établie avec Sachs Harbour et l'appui de la collectivité a permis d'aller de l'avant avec le projet. Diverses activités comme des réunions communautaires et des visites du site de Johnson Point ainsi qu'un sondage dans la collectivité et une étude des connaissances traditionnelles pour déterminer les utilisations traditionnelles du site, ont été menées.

Plans futurs

Un plan d'assainissement sera établi pour le site en 2007-2008, après consultations avec les Inuvialuit de Sachs Harbour et Ulukhaktok. Des permis seront demandés et une stratégie détaillée d'approvisionnement sera mise au point.

Selon le calendrier actuel, on prévoit que l'équipement sera déplacé vers le site en 2008, et que la plus grande partie des travaux d'assainissment seront exécutés en 2009, y compris la démolition du parc de réservoirs, le traitement du sol et des déchets dangereux et non dangereux.

MINE PORT RADIUM

La mine Port Radium est située sur une péninsule, le long de la rive est du Grand lac de l'Ours dans les Territoires du Nord-Ouest, à 440 km au nord de Yellowknife et à 265 km à l'est de la collectivité des Dénés de Déline, sur les terres traditionnelles des Dénés et des Métis, dans la région du Sahtu. À partir de 1932, le site a été exploité pour le radium servant à la recherche médicale. Du début des années 1940 jusqu'aux années 1960, on y a extrait de l'uranium, utilisé dans la production d'armes nucléaires et d'énergie nucléaire. On y a extrait de l'argent jusqu'en 1982, quand la mine a été désaffectée. Les résidus ont été couverts, les ouvertures de la mine ont été scellées, les infrastructures ont été détruites et tout l'équipement utilisable a été déplacé. Depuis 2000, ce site a fait l'objet de réévaluations et d'autres études en raison des préoccupations de la collectivité de Déline. Toutes les études et recommandations concernant la manière de restaurer le site sont effectuées conjointement par AINC et la collectivité de Déline.

Préoccupations relatives au site

En raison de l'exploitation minière qui a duré plus de 40 ans, de l'argent, du cuivre et de l'uranium sont présents dans les sols et les eaux de surface du site même. Le site émet aussi une quantité élevée de rayons gamma associés aux roches stériles. De plus, il contient de petites quantités d'hydrocarbures et de résidus d'amiante.

Assainissement du site

Les études effectuées au cours des cinq dernières années ont été résumées dans le Rapport final sur les activités du plan d'assainissement. Publié au début de septembre 2005, le rapport contenait de nombreuses recommandations, y compris celles visant l'assainissement du site. Le plan d'assainissement de Port Radium a été préparé conjointement par le Canada et la collectivité de Déline, sous l'égide de la table Canada-Déline sur l'uranium, et a été terminé à l'automne 2005. Il a été décidé d'effectuer les travaux d'assainissement au cours de l'été 2007.

Durant l'année 2006-2007, le programme de surveillance de l'état de l'environnement et de la qualité de l'eau s'est poursuivi et on a obtenu un permis d'utilisation des terres et un permis pour les substances nucléaires résiduelles. Un plan de renforcement des capacités a été établi, les membres de la collectivité de Déline ont reçu une formation de base et un contrat a été conclu pour les travaux d'assainissement.

Points marquants sur les plans social, économique et/ou environnemental

Le projet de Port Radium a pour but de développer la capacité économique de Déline. Au cours des premiers mois du contrat d'assainissement, moins de 1 % des fonds ont été attribués à des fournisseurs de Déline, 3,5 % à des fournisseurs autochtones du Nord, et le reste, à des fournisseurs du Nord. On prévoit augmenter le pourcentage attribué à Déline à mesure que le travail sur le site s'intensifiera.

Plans futurs

L'assainissement du site devrait commencer au cours de l'hiver 2007, notamment par le transport de l'équipement jusqu'à Déline sur la route d'hiver entre janvier et mars 2007, et par barge en juillet 2007. La majorité des travaux seront effectués de juillet à septembre 2007, notamment le scellement des ouvertures de la mine, la couverture des zones qui présentent des concentrations élevées de radiations, la stabilisation des zones de résidus, la démolition et l'élimination des déchets dangereux. La surveillance commencera au même moment.

Yukon

PRINCIPALES MESURES DU RENDEMENT DU YUKON		2005-2006	2006-2007
FINANCES			
Passif total	*$*	386 520 128 $	621 644 970 $
Passif éventuel	*$*	580 440 157 $	468 640 871 $
Dépenses	*$*	23 632 934 $	20 156 992 $
CLASSIFICATIONS			
SNC 1	*Nombre*	8	8
SNC 2	*Nombre*	1	1
Gestion du risque/surveillance	*Nombre*	4	4
Passif éventuel	*Nombre*	1	1
ENVIRONMENT, SANTÉ ET SÉCURITÉ			
Sécurité			
Accidents entraînant des pertes de temps (APT)	*total*		3
Temps perdu (h.-p.)	*heures-p.*		170
Incidents, inspections et vérifications			
Inspections	*Exécutées*	4	3
	inobservations		
Vérifications	*Exécutées*		1
	inobservations		
Formation ESS			
Sensibilisation (politique et procédures ESS)	*heures.-p.*		104
ODDIU	*heures.-p.*		
SIMDUT	*heures.-p.*		
Secourisme	*heures.-p.*		
Sécurité faunique	*heures.-p.*		
Sécurité nautique	*heures.-p.*		
Sécurité-incendie	*heures.-p.*		
SOCIO-ÉCONOMIQUE			
Emploi			
Emploi total	*nombre*	124	116
	jours-p.	1 038	10 936
Emploi d'habitants du Nord (y compris les Autochtones)	*nombre*	124	119
	jours-p.	1 038	11 176
Emploi d'Autochtones du Nord	*nombre*	40	37
	jours-p.		2 815
Emploi d'Autochtones du Sud	*nombre*		
	jours-p.		
Formation de la main-d'oeuvre			
Formation totale	*nombre de personnes*	5	54
	Durée (h)		3 546
Formation- habitants du Nord	*nombre de personnes*	3	44
	Durée (h)		3 411
Formation - Autochtones du Nord	*nombre de personnes*	4	10
	Durée (h)		258
Achat de biens et de services			
Fournisseurs du Nord (Autochtones compris)	*nombre*	20	55
	valeur ($)	11 803 000 $	5 929 337 $
Fournisseurs autochtones du Nord	*nombre*	2	7
	valeur ($)	1 260 000 $	1 558 150 $
CONSULTATION			
Tournées et réunions communautaires	*Nombre*	33	6
	nombre de personnes		
Ateliers	*Nombres*		1
	nombre de personnes		
Tournées de sites	*Nombre*	2	2
	nombre de personnes		18

FARO

Le complexe minier Faro est situé dans le centre sud du Yukon, à 15 km au nord de la ville de Faro et à environ 200 km au nord-est de Whitehorse. Le village de Ross River, où habitent les Dénés membres de la Première nation de Kaska, est situé à environ 65 km à l'est du complexe minier. La mine se trouve dans le territoire traditionnel de la Première nation de Kaska. Le territoire traditionnel de la Première nation de Selkirk est situé en aval du complexe minier, au centre de Pelly Crossing. Faro était une mine de plomb et de zinc à ciel ouvert. La mine a commencé sa production en 1969 et a été exploitée par de nombreux propriétaires jusqu'à sa mise sous séquestre en 1998. On a extrait environ 70 millions de tonnes de plomb et de zinc de la mine Faro lorsqu'elle était en activité.

Préoccupations relatives au site

Les principales préoccupations environnementales à Faro portent sur le drainage minier acide dans l'environnement minier, les amas stériles et le rejet d'effluents des galeries à ciel ouvert. À court et long terme, on s'inquiète des métaux lourds présents dans les eaux de surface et du déversement des eaux souterraines. Les concentrations de zinc exigent un traitement continu à la chaux avant le déversement des eaux afin d'éviter que les populations de poissons ne soient décimées et que des dommages ne soient causés à leur habitat. Étant donné les quantités potentielles d'eaux acides de drainage, il faudra traiter de manière permanente les effluents rejetés dans les bassins Rose et Vangorda Creek.

Assainissement du site

En décembre 2005, dans le cadre de l'évaluation des options d'assainissement, une évaluation de niveau II des risques pour la santé humaine et l'écologie a été menée concernant les « conditions existantes sur le site ». Une évaluation systématique du risque relatif aux aspects techniques des méthodes de fermeture actuelles a été réalisée en février 2006. Ce travail a été effectué par des représentants du gouvernement du Yukon, du gouvernement du Canada, de la Première nation de Selkirk et du Conseil Dena de Ross River (pour la nation Kaska). Le processus de gestion technique des risques a permis de faire connaître la nature des méthodes de fermeture ainsi que les coûts qui s'y rapportent, et constitue un élément important de l'évaluation des méthodes de fermeture en vigueur au printemps 2007. Un comité indépendant d'évaluation par les pairs a mené l'évaluation et a recommandé que seulement une partie des méthodes d'origine continuent d'être appliquées à l'avenir. Les conclusions du CIEP ont été présentées à la fin du mois de mars 2007.

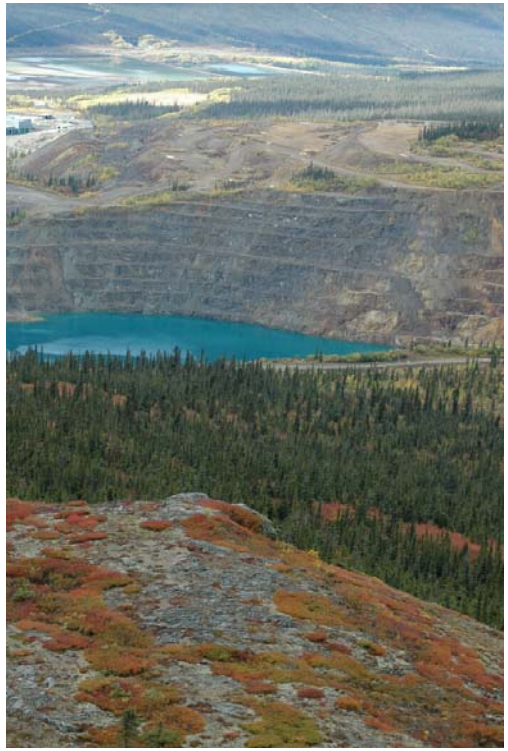
Afin de procéder à une évaluation complète des risques liés aux méthodes de fermeture, on a prévu une autre étape d'évaluation pour l'année 2007-2008.

Points marquants sur les plans social, économique et/ou environnemental

Un comité indépendant d'évaluation par les pairs (CIEP), composé de neuf experts dans différents domaines liés à la fermeture de mines, a été créé en 2006-2007 et chargé d'évaluer le bien-fondé technique des méthodes de récupération; de déterminer si toutes les mesures rationnelles et viables ont été envisagées; et d'identifier les lacunes en matière d'information et les besoins en travaux additionnels. Le CIEP a présenté son rapport au cours d'une réunion tenue en mars 2007, et a conclu que les études techniques et les différentes méthodes comportent suffisamment d'information pour entreprendre l'élaboration d'un plan de fermeture et d'assainissement du site de la mine Faro. Ces conclusions reprennent en grande partie les propos tenus lors de précédentes réunions communautaires

Plans futurs

L'échéancier actuel de l'ensemble du projet prévoit qu'un plan final de fermeture et d'assainissement sera complété à l'automne 2008, en prévision de son approbation réglementaire. L'évaluation des méthodes de fermeture ainsi qu'une analyse de rentabilité nécessaire pour garantir l'approbation du projet préliminaire sont prévues pour le printemps 2008. Toutefois, il existe une certaine incertitude concernant la durée de certaines de ces étapes, notamment en ce qui concerne les processus d'approbation du gouvernement et les



MONT NANSEN

La mine Mont Nansen est une mine d'or et d'argent désaffectée située à 60 km à l'ouest de Carmacks et à 180 km au nord de Whitehorse. Elle se situe dans le territoire traditionnel de la Première nation de Little Salmon Carmacks et couvre 5 300 hectares. Le site a été exploité de manière intermittente entre 1917 et 1984, mais il a été exploré de manière plus active après 1985. La mine et l'usine n'ont commencé à produire qu'en octobre 1996 et ses activités ont été suspendues trois ans plus tard, soit en 1999.

Préoccupations relatives au site

La principale préoccupation relative à ce site concerne les résidus et les bassins de résidus. Pendant plusieurs années, l'eau de l'étang contenant des résidus devait être pompée et traitée avant d'être rejetée. En 2005, la concentration de cyanure contenue dans l'eau de l'étang a été réduite et a atteint des niveaux sécuritaires de rejet. Le début des rejets a entraîné la mise sur pied d'un programme rigoureux d'échantillonnage qui sera maintenu jusqu'à ce que les rejets directs cessent ou jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucun risque de contamination.

Deux autres zones à risque comprennent l'usine de traitement et le dépôt de minerai pauvre ainsi que la zone de travaux Brown-McDade. Les bâtiments, la machinerie et la présence de différents produits chimiques dangereux dans l'usine et autour de celle-ci présentent des risques pour l'environnement ainsi que pour les visiteurs non autorisés. Le puits Brown-McDade contient de l'eau qui ne peut être déversée de manière sécuritaire en raison des niveaux élevés de zinc qu'elle contient et qui excèdent les limites acceptables. Tant le puits que la galerie d'accès comportent des risques pour les visiteurs non autorisés.

Assainissement du site

Des études sur le site ont été entreprises en 1999 après l'abandon du site et sa prise en charge par AINC. AINC a commencé l'entretien et la maintenance du site, y compris le traitement de l'eau du bassin de résidus en 1999, et ces travaux se sont poursuivis sous la direction du gouvernement du Yukon de 2003 à 2006 inclusivement. Un examen détaillé de la gestion du risque de la propriété a été mené en mars 2005, et actualisé en octobre 2005 et en 2006. Cette évaluation n'a pas permis de découvrir de nouveaux problèmes importants. Les activités actuelles d'assainissement ont réduit les risques à court et à moyen terme de manière satisfaisante.

Une étude concernant les répercussions sur le milieu terrestre et aquatique a été faite en 2006-2007, et les conclusions ont été présentées à la collectivité. Un projet d'assainissement de petite envergure a été réalisé en 2006-2007 pour débarasser le site des matières dangereuses et des contenants.

Au cours de l'exercice 2006-2007, des objectifs officiels de fermeture ont été établis conjointement avec les gouvernements fédéral et territorial, la Première nation Litte Salmon-Carmacks, le village de Carmacks, et d'autres intervenants dans le processus de planification de fermeture.

Points marquants sur les plans social, économique et/ou environnemental

Au cours de l'année 2006-2007, 31 personnes du Nord ont été embauchées pour travailler sur le site; la moitié d'entre elles étaient des Autochotnes.

Plans futurs

L'évaluation de Mont Nansen sera complétée en 2007-2008 et un plan de fermeture sera établi.

Nunavut

PRINCIPALES MESURES DU RENDEMENT DU NUNAVUT		2005-2006	2006-2007
FINANCES			
Passif total	*$*	148 876 718 $	139 314 007 $
Passif éventuel	*$*		55 500 $
Dépenses	*$*	19 613 301 $	21 703 310 $
CLASSIFICATIONS			
SNC 1	*Nombre*	21	21
SNC 2	*Nombre*	8	11
Gestion du risque/surveillance	*Nombre*	2	3
Passif éventuel	*Nombre*		4
ENVIRONMENT, SANTÉ ET SÉCURITÉ			
Sécurité			
Accidents entraînant des pertes de temps (APT)	*total*		6
Temps perdu (h.-p.)	*heures-p.*		86
Incidents, inspections et vérifications			
Inspections	*Exécutées*		10
	inobservations		
Vérifications	*Exécutées*		1
	inobservations		
Formation ESS			
Sensibilisation (politique et procédures ESS)	*heures.-p.*	120	216
ODDIU	*heures.-p.*	440	600
SIMDUT	*heures.-p.*	120	109
Secourisme	*heures.-p.*	120	326
Sécurité faunique	*heures.-p.*	120	53
Sécurité nautique	*heures.-p.*		38
Sécurité-incendie	*heures.-p.*	120	49
SOCIO-ÉCONOMIQUE			
Emploi			
Emploi total	*nombre*	104	229
	jours-p.	6 663	26 393
Emploi d'habitants du Nord (y compris les Autochtones)	*nombre*	60	190
	jours-p.	4 020	24 856
Emploi d'Autochtones du Nord	*nombre*	90	188
	jours-p.	6 013	23 717
Emploi d'Autochtones du Sud	*nombre*		2
	jours-p.		77
Formation de la main-d'oeuvre			
Formation totale	*nombre de personnes*	62	234
	Durée (h)	935	2 431
Formation- habitants du Nord	*nombre de personnes*	60	176
	Durée (h)	905	1 924
Formation - Autochtones du Nord	*nombre de personnes*	59	175
	Durée (h)	890	1 920
Achat de biens et de services			
Fournisseurs du Nord (Autochtones compris)	*nombre*	30	175
	valeur ($)	1 981 000 $	3 931 896 $
Fournisseurs autochtones du Nord	*nombre*		112
	valeur ($)		3 607 493 $
CONSULTATION			
Tournées et réunions communautaires	*Nombre*	5	6
	nombre de personnes	188	165
Ateliers	*Nombre*	1	
	nombre de personnes	18	
Tournées de sites	*Nombre*	3	3
	nombre de personnes	21	30

CAP CHRISTIAN

Le site de Cap Christian se trouve à l'embouchure de la rivière Clyde, sur la côte nord-est de l'Île de Baffin, au Nunavut. La collectivité les plus proche est le hameau de Clyde River, situé à environ 15 km au sud-ouest du site. De 1954 à 1974, la garde côtière des États-Unis a établi une station de navigation à longue distance (LORAN) à cet endroit. Le site, abandonné depuis 1974, comporte cinq bâtiments : une station principale, un garage, un bâtiment pour matières dangereuses, un terminal et un bâtiment utilisé à des fins d'urgence. Cap Christian est un site conjoint à responsabilité partagée entre la Couronne et le gouvernement du Nunavut. AINC, représentant de la Couronne dans le cadre de ce projet, assume le rôle de dirigeant du projet et travaille à l'élaboration d'une entente de frais partagés pour l'assainissement du site.

Préoccupations relatives au site

Les bâtiments situés à Cap Christian sont en mauvais état et sont contaminés par des BPC, sont couverts de peinture contenant du plomb et renferment de l'amiante, et présentent ainsi des risques pour la santé humaine et environnementale. On a aussi relevé la présence de déchets dangereux et non dangereux sur le site. Finalement, le sol est contaminé par des PCB, des métaux lourds et des hydrocarbures.

Points marquants sur les plans social, économique et/ou environnemental

Plus de 400 000 $ ont été dépensés en 2006-2007 pour procéder à d'autres évaluations du site et pour déterminer l'étendue de sa contamination. Une consultation a été tenue dans la collectivité de Clyde River pour obtenir l'opinion des résidents locaux afin d'établir un plan d'assainissement. On prévoit que le travail d'assainissement emploiera entre 30 et 40 personnes, principalement de Clyde River.

Plans futurs

Des propositions de règlements concernant les permis d'utilisation des terres et les concessions d'eau ont été faites respectivement au gouvernement du Nunavut (GN) et à l'Office des eaux du Nunavut (OEN). Le projet fait actuellement l'objet d'une étude d'impact sur l'environnement par la Commission du Nunavut chargée de l'examen des répercussions (CNER). Les permis et concessions devraient être accordés au milieu de 2007. On prévoit que la préparation du site se fera en 2007 et que les travaux d'assainissement dureront deux ans (2008 et 2009).

MINE ROBERT'S BAY et MINE IDA BAY

Robert's Bay est une mine d'argent abandonnée située à environ un kilomètre au nord du lac Robert. La mine Ida Bay est située sur la rive nord de la baie Ida à environ six kilomètres du site Robert's Bay. Les deux sites sont connus conjointement comme la région de Robert's Lac.

La Robert's Mining Company est la première entreprise à jalonner la région en 1964. Un gisement d'argent y est découvert en 1965. L'année suivante, on découvre et jalonne des gisements d'or à Ida Point ainsi que des gisements d'argent à Ida Bay. Les gisements d'argent de Ida Bay et de Robert's Bay ont été explorés par la Hope Bay Mining Company de 1967 à 1972. Les activités d'exploration comprenaient la cartographie, le forage, l'excavation, ainsi que des levés géophysiques de l'air et du sol.

Préoccupations relatives au site

Le site de la mine Robert's Bay est abandonné depuis près de 30 ans et on y retrouve une quantité importante de matériaux et de déchets dispersés un peu partout (bassins de résidus; des déchets de roches; des déchets/débris non dangereux; des déchets dangereux; un sol contaminé par des carburants et des métaux; et des ouvertures). Quelques activités restreintes de nettoyage ont été réalisées sur le site mais de nombreux dangers sont encore présents. Une galerie d'accès et un évent sont inondés au site de Ida Bay, et il existe une possibilité que les amas de stériles produisent des eaux de drainage acides.

Assainissement du site

Une étude du site (étapes I et II) a été entreprise à Robert's Bay et à Ida Bay en 2003-2004. La même année, une évaluation préalable des risques pour la santé humaine a aussi été menée aux deux sites. Le plan de travail 2005-2006 consistait à évaluer l'information existante relative à la mine d'argent Robert's Bay et au dépôt d'argent de Ida Bay. L'analyse des lacunes a indiqué que des évaluations géotechniques, géochimiques et environnementales du site sont nécessaires pour être en mesure d'élaborer un plan d'assainissement (PA). Ces évaluations ont été réalisées et un PA a été élaboré et finalisé en 2006-2007. Le plan de travail 2006-2007 prévoyait aussi des consultations avec les membres des collectivités et avec d'autres intervenants (ces consultations ont été tenues); l'obtention des permis et des concessions réglementaires (examen en cours par l'OEN); la rédaction de documents d'appel d'offres en vue de l'assainissement (documents rédigés); et le processus d'appel d'offres pour le contrat d'assainissement lancé en 2006-2007, se terminera en 2007-2008.

Points marquants sur les plans social, économique et/ou environnemental

Une étude d'impact sur l'environnement a été réalisée au cours de l'année 2006-2007. Des assemblées publiques ont aussi été tenues à Cambridge Bay, au Nunavut, au cours desquelles le PA a été présenté aux membres des collectivités et aux intervenants. Les commentaires et réactions du public et des intervenants ont été intégrés au PA final.

Plans futurs

L'assainissement du site doit débuter bientôt. Une conférence des soumissionnaires a eu lieu en mars 2007 et le contrat sera attribué au cours de l'été 2007. L'équipement sera transporté sur le site en 2008.

Gestion de programme

Le cadre de gestion du programme des sites contaminés de l'OAN, en place depuis 2002, comprend quatre éléments importants visant à faciliter une gestion efficace du PSC :

- Politique d'AINC relative à la gestion des sites contaminés;
- Plan de gestion des sites contaminés conforme aux exigences du PASCF;
- Le cadre de gestion et de responsabilisation fondé sur les résultats (CGRR) du PSC, qui souligne les relations qui existent entre le programme et le Ministère et les objectifs du gouvernement du Canada, et qui présente un profil du programme, un modèle logique, une stratégie de mesure du rendement et de rapports, une stratégie d'évaluation et une stratégie de vérification;
- Procédures ministérielles du PSC qui définissent les processus et procédures visant à promouvoir une application uniforme du programme dans toutes les régions.

Le PSC élabore aussi des plans de travail annuels qui guident les activités de gestion de programme. Cette section présente le rendement du PSC en fonction des composantes particulières du plan de travail de gestion du programme de 2006-2007 énumérées ci-dessous :

1. Réunions de programme;
2. Mise à jour du CGRR du PSC;
3. CGRR de l'accord de contribution avec le Yukon;
4. Mise en oeuvre de la procédure de gestion du risque;
5. Gestion de l'information;
6. Mise à jour des procédures ministérielles;
7. Examen du programme;
8. Gestion de l'environnement, de la santé et de la sécurité;
9. Activités « pollueur-payeur »;
10. Comité consultatif d'examen;
11. Vérification et examen.

Réunions de programme

Le Comité consultatif technique (CCT) s'est réuni deux fois en 2006-2007. Ses principales tâches consistaient à examiner le mandat du CCT, à mettre à jour et examiner les dispositions du document d'orientation concernant les sites miniers, à fournir des mises à jour concernant le sous-comité sur les sites militaires abandonnés, et à identifier les questions nécessitant des directives de la part du CCT (p. ex. en ce qui concerne le rendement de la couverture de résidus, les normes relatives aux hydrocarbures sur les sites militaires et des essais pilotes de systèmes de traitement). Le CCT entend se réunir plus souvent au cours de l'année 2007-2008 par voie de conférences téléphoniques et adopter un plan de travail allégé pour tenir compte de l'augmentation du travail d'assainissement des sites.

Le sous-comité du CCT chargé des sites militaires abandonnés s'est réuni en mai 2006 et il a identifié les principaux risques techniques liés aux sites militaires abandonnés, établi des priorités à cet égard et a établi un plan de travail pour élaborer des directives permettant de gérer ces risques. Un sous-comité du CCT chargé des sites miniers abandonnés sera formé en 2007-2008.

De plus, en 2006-2007, un comité des opérations a été formé de représentants des trois régions et de l'administration centrale. Ce comité a été créé en réponse aux préoccupations de directeurs du PSC à l'égard des nombreuses questions opérationnelles ajoutées à leurs tâches et qui accaparent du temps qu'ils devraient normalement consacrer à des questions plus importantes. Il a aussi été créé pour aider les directeurs et les gestionnaires de projet à résoudre des problèmes et pour partager des leçons tirées de la gestion du PSC. De plus, le comité des opérations conseillera les directeurs du PSC sur le système de gestion du PSC, les aidera à coordonner le cycle annuel et à améliorer le rendement du PSC. En 2006-2007, le comité des opérations s'est réuni huit fois par conférences téléphoniques et une fois en personne.

Mise à jour du cadre de gestion et de responsabilisation fondé sur les résultats du PSC

Ayant reconnu la nécessité constante de mettre en application un cadre de gestion et de responsabilisation sain, le PSC a examiné et mis à jour le CGRR du programme (élaboré en 2002), en mettant l'accent sur la prochaine étape du programme concernant la période de 2006 et 2010. Au sortir de cet exercice, le programme s'est donné l'objectif clair d'augmenter le nombre de sites contaminés prioritaires du Nord qui seront en cours d'assainissement ou dont l'assainissement aura été complété le 31 mars 2010. Le nouveau CGRR a été finalisé en novembre 2006.

CGRR de l'entente de contribution avec le Yukon

Aux termes de l'entente sur le transfert des responsabilités intervenue entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Yukon, le nettoyage des mines de type II du Yukon est pris en charge par le gouvernement du Yukon et financé au moyen d'une entente globale de financement conclue avec le gouvernement fédéral. Cette entente exige un cadre de responsabilisation complet et précis pour appuyer le transfert des fonds. Le CGRR relatif à cette entente, élaboré en 2006-2007 :

- Précise de manière plus stratégique les fonctions assumées par le gouvernement du Yukon en ce qui concerne les sites de type II;
- Fournit un cadre permettant de s'assurer que les activités du programme respectent les principaux objectifs de la politique fédérale en matière de sites contaminés;
- Soutient le PSC et les activités connexes de production de rapports;
- Précise les roles et responsabilités et fait en sorte que des structures de gouvernance efficaces soient établies;
- Contribue à améliorer la mesure du rendement et le cadre de gestion du programme;
- Précise les méthodes, les délais et les responsabilités liés aux vérifications financières des fonds transférés;
- Permet l'évaluation efficace de la prestation de programme;
- Prévoit un mécanisme permettant de répondre aux attentes du Secrétariat du Conseil du Trésor en ce qui concerne le transfert de ressources fédérales au gouvernement du Yukon.

Un atelier a été organisé pour discuter du CGRR avec la direction du PSC, le personnel régional du Yukon et celui de la région où se trouvent les sites de type II. Des entrevues supplémentaires avec le personnel de la région du Yukon où se trouvent les sites de type II et les gestionnaires de la Direction de l'environnement ont été menées, et une ébauche du CGRR a été préparée, révisée et finalisée.

Mise en oeuvre de la procédure de gestion du risque

La procédure de gestion du risque du PSC, mise en oeuvre en 2004-2005, avait pour objectifs d'établir : une méthode cohérente d'élaboration d'un inventaire et d'évaluation des types de risques présents sur les sites contaminés du PSC; une démarche permettant de s'assurer que tous les risques élevés ont été pris en considération; et une base pour la priorisation des activités d'atténuation ou de contrôle des risques sur les sites et entre les sites.

Un des éléments centraux de cette procédure est d'établir un registre des risques pour chaque site. Tous les projets en cours dans le cadre du PSC ont maintenant un registre des risques. Le registre des risques renseigne les responsables du plan de travail détaillé (PTD) pour le projet et est mis à jour tous les ans en fonction du travail effectué, des nouvelles circonstances et des nouveaux renseignements disponibles. La procédure de gestion du risque du PSC est appuyée par une application Web appelée outil de gestion du risque (outil de GR) qui sert de plate-forme de saisie des données et de registre des risques (base de données) pour tous les sites inscrits au répertoire du PSC.

Résultats globaux concernant les risques

Risques de répercussions

Les risques de répercussions sont tous les risques associés aux effets, aux matières et à l'infrastructure laissés par une ancienne mine ou une ancienne base militaire. Les principaux risques de répercussions sont les suivants :

Sites miniers	Sites militaires
• Effets des résidus • Risques pour la santé et la sécurité en raison de l'accès public • Roches stériles • Hydrocarbures pétroliers	• Matières dangereuses • Contamination du sol • Barils et débris • Accès public

Les données concernant ces éléments n'ont guère changé depuis la dernière année. La plupart des nouveaux risques sont des risques liés aux activités du programme, particulièrement sur les sites en cours d'assainissement. Toutefois, un nombre important de nouveaux risques de répercussions ont été identifiés sur certains sites en raison de l'évolution des conditions sur le site ou en raison de nouveaux renseignements concernant l'évaluation. Les risques de répercussions diminuent sur les sites dont l'assainissement est en cours.

Risques liés aux activités de programme

Les risques liés aux activités de programme sont tous les risques associés aux activités de projet du PSC. La plupart de ces risques ont été classés selon les étapes importantes des projets du PSC et sont résumés comme suit :

Sites miniers et militaires
Entretien et maintenance – comprennent les échecs de systèmes mis en place pour atténuer les risques de répercussions en raison d'un manque d'entretien, d'erreur humaine, de feu ou d'autres causes. **Assainissement** –comprennent les accidents et les difficultés rencontrées pendant la mise en oeuvre du plan d'assainissement, ainsi que l'échec de la solution d'assainissement choisie (p. ex. érosion des couches de recouvrement, dégradation des couvertures de résidus). **Gestion de projet** – comprennent une grande variété de risques de projet associés à la tenure et aux concessions minières; à la compréhension et au respect des exigences liées aux revendications territoriales; au déplacement vers des sites éloignés; à l'approvisionnement, à la rareté de la main-d'œuvre, des entrepreneurs et de l'équipement; et aux lacunes des plans de fermeture. **Santé et sécurité au travail** – comprennent les risques associés à la santé et à la sécurité au travail (sauf en ce qui concerne le public et les tierces parties) qui s'appliquent à toutes les étapes du travail (entretien et maintenance, évaluation, assainissement et surveillance).

Activités de gestion des risques en 2006-2007

Voici certaines activités de gestion des risques qui ont été tenues en 2006-2007 :

- Des modifications ont été apportées à l'outil de GR pour améliorer sa convivialité et le guide de l'utilisateur de l'outil de GR a été mis à jour pour tenir compte de ces changements.
- La procédure de gestion des risques a été modifiée pour préciser et renforcer les aspects suivants de la procédure : le lien entre la procédure et la planification détaillée du travail, le lien entre le système de gestion de l'ESS, et la mise en œuvre de la gestion du risque à l'échelle du programme.
- Le document d'orientation sur la gestion du risque a été révisé.
- Les membres de l'équipe consultative de gestion des risques du PSC, AINC, se sont réunis en mars 2007 pour donner leurs commentaires sur le rapport 2006-2007 présentant un résumé des risques, et pour formuler des recommandations sur la gestion des risques en 2007-2008.

Gestion de l'information

Le PSC a réalisé une analyse des besoins des utilisateurs de la base de données sur les sites contaminés en 2006-2007. Les utilisateurs de la base de données à l'administration centrale et dans les régions ont été interrogés à propos de leurs besoins en matière de gestion de l'information. Un guide des spécifications fonctionnelles pour une nouvelle base de données centrale concernant les sites contaminés a été élaboré en tenant compte des résultats de l'analyse des besoins des utilisateurs et des commentaires du comité d'examen de la conception. Il a été décidé de concevoir une nouvelle base de données conforme au guide des spécifications fonctionnelles, et une proposition d'affaires interne[12] et un mandat du projet[13] ont été rédigés. En 2007-2008, ces documents seront finalisés et une nouvelle base de données sera créée.

Le programme revoit ses mécanismes de production de rapports trimestriels. Le PSC évalue la qualité de ses rapports trimestriels et de son plan de travail détaillé annuel, et reverra ses directives à l'intention des gestionnaires de projet. Le PSC a aussi créé un tableau de rendement pour faciliter le suivi de la progression du travail sur les sites et la production de rapports à cet égard. Ces nouveaux outils seront en application en 2007-2008.

Mise à jour des procédures ministérielles

Certaines procédures ministérielles ont été réorganisées et de nouvelles procédures ont été élaborées en 2006-2007. Les versions finales du manuel des procédures ministérielles et du guide à l'intention des gestionnaires de projet seront publiées sur l'intranet du PSC en 2007-2008. Les procédures ministérielles et le guide à l'intention des gestionnaires de projet seront modifiés, au besoin, pour tenir compte de l'évolution continue du programme.

Le guide d'estimation des coûts et le guide d'approvisionnement sont deux procédures ministérielles mises à jour en 2006-2007. Le guide d'estimation des coûts décrit les diverses techniques qui peuvent être utilisées pour estimer les coûts des projets

[12] Proposition d'affaires : document interne utilisé pour démontrer la pertinence et la nécessité d'un projet particulier et pour obtenir l'adhésion et l'approbation.

[13] Mandat de projet : Un document présenté par l'instigateur ou le promoteur du projet qui confirme officiellement l'existence du projet et donne au gestionnaire du projet l'autorité d'utiliser des ressources organisationnelles pour les activités du projet.

d'assainissement, qui varient en fonction de l'information disponible. De plus, le guide décrit la manière de classifier les coûts (directs et indirects, etc.), de documenter les estimations, et d'examiner et d'approuver les estimations. Le guide d'approvisionnement a été élaboré en tenant compte des décisions prises lors d'un atelier sur l'approvisionnement organisé à Ottawa, auquel assistaient des représentants de plusieurs ministères et de l'expérience acquise par TPSGC en matière de processus ouverts et concurrentiels dans le domaine des revendications territoriales. L'élément le plus important de cette procédure est l'utilisation d'un régime d'avantages pour les Autochtones qui génèrent des retombées socio-économiques pour les peuples autochtones. Ces deux guides ont été expliqués et distribués aux gestionnaires de projet lors d'une réunion de programme en 2006-2007.

Examen du PSC

Un examen indépendant du PSC a été mené en 2006-2007. Les principaux objectifs de cet examen étaient d'estimer dans quelle mesure le programme a établi les structures et les procédures nécessaires à l'atteinte des objectifs et des résultats attendus du programme, et d'évaluer et de déterminer les progrès réalisés par l'OAN dans la mise en oeuvre de la politique d'AINC en matière de gestion des sites contaminés, établie en 2002.

L'examen avait pour but d'aider les gestionnaires à améliorer le rendement en se penchant sur l'efficacité des processus de gestion (contrôles), la gouvernance, les ensembles de compétences et les progrès vers l'atteinte des résultats. Cet examen a mis en lumière un certain nombre de forces ainsi que des secteurs nécessitant des améliorations et a débouché sur des recommandations, lesquelles sont énoncées ci-contre à droite.

L'examen a permis de conclure que dans les quatre dernières années, le PSC a évolué considérablement et qu'il a connu d'importantes améliorations en termes de processus de gestion, de gestion de projet, de structures de gouvernance/de rôles et de responsabilités, et d'importance accordée aux objectifs d'assainissement. Si le PSC continue de progresser à ce rythme, il atteindra vraisemblablement son objectif d'assainir tous les sites de classe II d'ici 2027. Par contre, il est peu probable que l'objectif d'évaluer tous les sites contaminés présumés d'ici 2012 soit atteint. Le programme élaborera un plan d'action pour répondre aux conclusions de l'examen, en 2007-2008.[14]

Gestion de l'environment, de la santé et de la sécurité

En 2006-2007, la politique sur l'ESS du PSC a été approuvée et le système de gestion de l'ESS a été mis en application. Le système de gestion de l'ESS consiste en un manuel sur le système de gestion de l'ESS, un manuel d'instructions permanentes d'opérations et un programme de vérification qui sera entrepris en 2007-2008 au Nunavut et dans les T.N.-O. Une ébauche du guide du programme de vérification a été rédigée en 2006-2007. Des séances de formation sur l'ESS ont été présentées au personnel des T.N.-O. en mai 2006; aux gestionnaires de projet et autres à la réunion de programme tenue à Whitehorse en juin 2006; et aux gestionnaires de projet du Nunavut, qui n'avaient pu assister à la réunion de juin, au cours de l'automne, à Ottawa. Un examen du système de gestion a été réalisé à la réunion de programme de décembre 2006.

[14] Le rapport final d'examen du PSC a été présenté le 31 mars 2007, fin de l'exercice sur lequel porte le présent rapport. Par conséquent, ce rapport ne permet pas d'évaluer les progrès réalisés relativement aux problèmes identifiés par l'examen. Ces aspects seront traités dans les prochains rapports de rendement.

Activités « pollueur-payeur » aux MUKH

La mine United Keno Hill ont été forcées de cesser la production à leur mine d'argent Elsa en 1989 en raison du faible cours de l'argent. Après avoir tenté pendant plusieurs décennies de trouver des fonds pour continuer l'exploration, la compagnie a abandonné la propriété d'Elsa en janvier 2001, et AINC a alors assumé la gestion environnementale de la propriété. Après avoir tenté sans succès de vendre cette propriété, AINC et le gouvernement du Yukon ont décidé de demander aux tribunaux de nommer un séquestre intérimaire, chargé de vendre la propriété à un exploitant du secteur privé. Le site d'Elsa renfermait des réserves de minéraux et offrait un potentiel intéressant d'exploration. L'objectif était d'obtenir la valeur de l'actif minier tout en limitant la responsabilité de l'acheteur aux obligations environnementales existantes à l'égard du site.

Un tribunal du Yukon a nommé un séquestre intérimaire pour MUKH en avril 2004 et a approuvé le plan de commercialisation de cette propriété en novembre 2004. À l'expiration du délai prévu, en avril 2005, le séquestre intérimaire avait reçu neuf propositions pour la propriété, et Alexco Resources Corp. a été le soumissionnaire sélectionné. L'entente avec Alexco a été finalisée en février 2006 et approuvée par le tribunal du Yukon en avril 2006. Bien qu'il soit difficile d'estimer précisément la valeur finale de cette entente pour la Couronne, AINC a épargné ce que lui aurait vraisemblablement coûté l'assainissement du site, c'est-à-dire entre 15 et 20 M$.

Comité de consultation et d'examen

Un nouveau comité de consultation et d'examen (CCE), composé de personnes indépendantes de l'extérieur de l'organisation et de représentants d'AINC et de TPSGC, a été constitué en 2006-2007 et remplit une double fonction : i) examiner les plans de travail détaillés et conseiller les gestionnaires de projet à ce propos; et ii) effectuer des examens de projet s'il y a lieu (p. ex. à la fin d'un projet). Le CCE s'est réuni en novembre 2006 avec chacune des régions, avant la date limite de présentation des plans de travail détaillés.

Vérifications

Le Bureau du vérificateur général (BVG) a entrepris une vérification des sites contaminés dans la grande maison fédérale en 2006-2007. Cette vérification visait quatre sites du PSC, soit : Colomac, Giant, Mont Nansen et Faro. Cette vérification est un suivi d'une vérification de 2002, et ces quatre mines continuent de faire l'objet de la vérification. Une vérification du passif a aussi été menée pour Clinton Creek. Les résultats de ces vérifications seront déposés par le BVG en février 2008.

ORIENTATIONS FUTURES

La capacité du PSC à aplanir les obstacles importants que présente l'assainissement des sites contaminés d'AINC dans le Nord continue de s'améliorer, grâce au financement régulier du PASCF, aux améliorations apportées aux processus et aux systèmes, comme la création d'un comité des opérations et d'un système de gestion de l'ESS, ainsi qu'aux efforts fournis pour améliorer la production de rapports à l'échelle des projets afin de faciliter un processus décisionnel efficace. L'examen du PSC mené au cours de la période visée par ce rapport a fait ressortir des questions fondamentales qui seront abordées au cours de la prochaine année afin d'améliorer l'efficacité du programme.

Les orientations futures du programme comprennent notamment :

- La création d'un programme de gestion intégrée du risque (GIR) pour le PSC;
- La révision des indicateurs socioéconomiques et des rapports de rendement;
- L'analyse des besoins de formation pour obtenir une meilleure compréhension des besoins de formation des gestionnaires de projet et lancement d'initiatives particulières de formation pour répondre à ces besoins; et
- La mise en oeuvre continue d'un système de gestion.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous portez au Programme des sités contaminés d'AINC. Si vous avez des questions concernant ce rapport ou si vous souhaitez obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Joanna Ankersmit, Directrice du Programme des sites contaminés au 819-997-7247 ou par courriel à l'adresse suivante : ankersmitj@ainc-inac.gc.ca.

ANNEXES

ANNEXE 1 – Liste d'acronymes

CCME – Conseil canadien des ministres de l'Environnement
PSC – Programme des sites contaminés
RAA – Réseau d'alerte avancé
PTD – Plan de travail détaillé
ESS – Environnement, santé et sécurité
EES – Évaluation environnementale de site
ETA – Zone d'urgence – résidus miniers
PASCF – Plan d'action sur les sites fédéraux contaminés
AC – Administration centrale
ODDIU – Opérations en matière de déchets dangereux et intervention d'urgence
AINC – Affaires indiennes et du Nord Canada
CIEP – Comité indépendant d'évaluation par les pairs
OAN – Organisation des affaires du Nord
SNC – Système national de classification
T.N.-O. – Territoires du Nord-Ouest
EMS – Exploitation, maintenance et surveillance
BPC – Biphényle polychloré
TPSGC – Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
PA – Plan d'assainissement
CGRR – Cadre de gestion et de responsabilisation axé sur les résultats
SRR – Radar à courte portée
CCT – Comité consultatif technique
MUKH – Mine United Keno Hill
SIMDUT – Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail

ANNEXE 2 – Dépenses liées aux sites contaminés, 2002-2007

Site Name	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
NORTHWEST TERRITORIES					
Atkinson Point				$306,821	$1,942,120
Axe Point		$32,500	$3,056	$396,477	$510,991
Lac Beaverlodge		$8,142			
Bullmoose				$38,691	$13,065
Colomac	$8,157,833	$16,534,508	$10,846,117	$11,561,704	$24,953,965
Consolidated Beta Gama			$30,814		
Lac Contact	$4,820	$7,200			$657,671
Discovery	$398,247	$405,922	$3,647,465	$4,883,733	$899,663
El Bonanza			$33,666	$1,500	$566,152
Giant Mine	$5,751,500	$8,268,349	$9,696,288	$9,606,995	$14,385,594
Hidden Lake Mine				$35,446	$146,051
Rivière Horton	$20,000	$41,000	$22,528		
Jackson Islands				$28,492	
Rivière Jean Marie	$28,155	$14,000			$17,693
Johnson Point				$258,064	$1,962,397
Kittigazuit Bay	$800,000	$836,000	$763,563	$46,870	
North Inca Mine				$48,324	$158,395
Ile Outpost				$42,446	$10,486
Port Radium	$1,500,000	$2,126,000	$1,859,413	$1,860,255	$3,626,773
Rayrock	$140,000	$105,000	$111,362	$63,291	
Ruth Gold Mine				$39,819	$13,759
Silver Bear	$103,086	$38,800	$1,130,342	$1,448,979	$1,375,966
Sour Gas Wells				$47,715	$45,000
Tundra	$71,868	$166,451	$1,775,778	$3,069,708	$2,165,224
Indore					$415,422
West Bay					$33,451
Crestaurum					$23,629
American Yellowknife					$27,505
Cat and Grainger					$87,485
Old Parr #1					$31,541
Liten					$35,041
Thomson - Lundmark					$46,907
Victoria Island Assessments					$78,954
Water Monitoring					$25,153
Monitoring				$125,876	$253,469
NWT Admin			$6,617	$0	$119,909
Sub-Total	**$16,975,509**	**$28,583,872**	**$29,927,009**	**$33,911,206**	**$54,629,431**

ANNEXE 2 – Dépenses liées aux sites contaminés, 2002-2007 (suite)

Site Name	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
YUKON					
Arctic Gold & Silver	$2,500	$7,000	$439		
Brook's Brook	$2,000	$8,000	$3,803		
Clinton Creek	$500,000	$863,235	$1,142,797	$428,000	$501,796
Faro	$13,124,750	$14,068,369	$14,244,758	$15,644,007	$14,008,526
Hydrometric Stations		$113,000	$6,172		
Ketza River Mine			$8,415		
Mont Nansen	$1,665,000	$953,088	$1,331,686	$1,319,400	$1,565,288
Rivière Peel	$2,000	$14,000			
Snag	$3,500	$8,000	$2,615		
UKHM			$3,766,471	$4,281,261	$2,844,694
Venus Tailings	$1,500	$6,000	$551		
Yukon Devolution*		$982,000	$536,367	$1,005,120	$725,581
Monitoring					$11,724
Yukon Admin			$1,059	$2,855	$1,232
Sub-Total	**$15,301,250**	**$17,022,692**	**$21,045,133**	**$22,680,643**	**$19,658,841**

*** Les dépenses de transfert des responsabilités au Yukon se rapportent aux centaines de petites décharges du Yukon qui ont été groupées sous une meme appelation. Dans le cadre de l'entente sure le transfert de responsabilités, 2 M$ par année ont été réservés pour les sept prochaines années pour le nettoyage de ces sites.**

ANNEXE 2 – Dépenses liées aux sites contaminés, 2002-2007 (suite)

Site Name	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
NUNAVUT					
Ile Akpatok		$2,500			
BAF 3 - Beevort	$11,300				
Bernard Harbour	$22,280				
Ile Bray				$11,500	$573,519
Cap Christian	$27,900	$29,760			$336,853
Cap Peel	$22,280				
Clifton Point	$22,280				
Lac Cullaton				$84,512	
Ile Durban	$27,900	$29,400			
Ekalugad Fiord	$27,900	$29,610	$1,502,659	$3,365,680	$6,686,801
Lac Fat				$71,410	
Iqaluit Hospital 541				$862,864	
North Rankin Inlet				$2,225	
Lac Otter and Montgomery				$69,264	
Ile Padloping	$27,900	$28,550			
Ile Radio				$136,124	$4,608,267
Ile Resolution	$4,015,000	$12,766,714	$10,220,563	$9,939,585	$2,984,507
Roberts Bay		$75,000		$568,710	$264,929
Ross Point	$22,280				
Lac Sarcpa	$2,000	$104,247	$1,303,185	$3,611,508	$5,242,630
Lac Simpson				$396,717	$104,266
Flagler					$48,483
Borup Fiord					$48,483
Eureka Sound North #2					$48,483
Strathcona Fiord					$48,483
Lincoln Bay					$48,546
Site Assessment**			$225,000		
Water Monitoring					$42,061
Monitoring				$30,268	
Nunavut Program Development		$32,566			
Sub-Total	**$4,229,020**	**$13,065,781**	**$13,251,407**	**$19,150,366**	**$21,086,310**
HQ Admin				**$27,726**	
Program Admin (HQ & Regional)	**$599,724**	**$885,843**	**$2,203,184**	**$4,594,167**	**$4,023,195**
Total	**$37,105,503**	**$59,558,188**	**$66,426,733**	**$80,364,108**	**$99,397,776**

**** évaluation des sites: Lac Hope, Lac McGregor, LAc Spears, Lac Regan, Lac Rusty, Lac Nose, Lac Fingers, MAra River Zone No 2, région de Lac Contwoyto. Les dépenses d'évaluation des sites en 2005-2006 ont été attribuées aux sites en question plutôt que d'être groupées sous cette catégorie.**

ANNEXE 3 – Définitions des composantes de gestion de projet

Entretien et maintenance
Les activités d'entretien et de maintenance aux sites à risque élevé comprennent notamment :

- collecte, pompage et traitement de l'eau contaminée se trouvant dans les aires de retenue temporaire;
- surveillance des systèmes de pompage pour s'assurer que les taux de débit volumétrique sont ceux prévus;
- inspections, échantillonnage d'eau, expédition et déclaration pour se conformer à la réglementation;
- sécurité des lieux;
- approvisionnement suffisant en électricité, diesel et essence pour le fonctionnement des installations;
- entretien des routes et pistes d'atterrissage pour le ravitaillement et l'accès du personnel;
- activités nécessaires pour l'entretien, la réparation et la construction de l'infrastructure matérielle pour prévenir un événement menant au déversement incontrôlé de contaminants;
- inspection et réparation des installations essentielles au traitement de l'eau et à la conformité du site (pompes, génératrices, chaudières, systèmes électriques, etc.).

Surveillance
AINC est tenu d'exercer une surveillance des permis d'utilisation de l'eau et des terres pour les travaux exécutés sur les différents sites dans les territoires du Nord. Ces activités sont non discrétionnaires et doivent se poursuivre pour assurer en tout temps la conformité à la réglementation.

Approbations réglementaires
Les approbations réglementaires sont nécessaires pour l'exécution des activités d'entretien et de maintenance. Le rejet d'eau, entre autres, aux mines Faro, Colomac et Giant est soumis à l'obtention d'un permis. Cette composante comprend les coûts associés à l'obtention, entre autres, de permis d'eau et de permis d'utilisation des terrains.

Consultations
Cette composante comprend les coûts relatifs à l'organisation d'ateliers et de réunions ou à l'impression de fiches d'information, etc.

Inspection et évaluation du site
Cette composante comprend les études environnementales (y compris les évaluations des risques pour la santé écologique et humaine) qui doivent être menées au préalable afin de mieux comprendre l'état du site et d'élaborer un plan de fermeture.

Assainissement du site
Toute activité faisant partie du nettoyage d'un site, entre autres, l'enlèvement du sol contaminé et des matières dangereuses et la destruction des édifices.

Gestion de projet
Cette composante comprend l'organisation du projet et les systèmes nécessaires pour gérer le travail, notamment la planification, l'estimation, la production de rapports, les marchés, les ressources, les finances, la qualité et le risque.